/VV.

L.4252/1.

2 9 IV 1954

Coordination (1)

ROYAUME DE BELGIQUE

KONINKRIJK BELGIE

AVIS DU CONSEIL D'ETAT

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, première chambre, saisi par le Premier Ministre, le 29 mars 1954, d'une demande d'avis sur un projet d'arrêté royal "relatif au Cahier national des charges et à la Commission du Cahier national des charges", a donné le 7 juillet 1954 l'avis suivant :

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, eerste kamer, de 29e Maart 1954 door de Eerste-Minister verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit tot invoering van de nationale aanbestedingsvoorwaarden en tot instelling van een Commissie voor de nationale aanbestedingsvoorwaarden, heeft de 7e Juli 1954 het volgend advies gegeven :

I. OBSERVATION GENERALE.

Le projet a comme objet principal de remplacer le "Cahier général des charges, clauses et conditions imposées aux entreprises à l'Etat" et le "Cahier général des charges, clauses et conditions imposées aux entreprises de fournitures à l'Etat", qui ont été approuvés par le Conseil des Ministres en séance du 18 mai 1933. Seule cependant, la première partie d'un nouveau cahier général des charges, celle relative aux clauses administratives des marchés, est annexée au projet d'arrêté royal; celui-ci annonce, pour le surplus, la parution prochaine de la seconde partie, qui sera relative aux clauses techniques.

Le projet a comme second objet la création de la Commission du cahier national des charges et son organisation.

\+

\+ \+

A l'origine de notre indépendance, un cahier des charges qui contenait les clauses auxquelles les parties en cause acceptaient de se soumettre, était rédigé à l'occasion de chaque marché passé par l'Etat; il n'existait pas de cahier général contenant des clauses applicables à tous les marchés.

Plus tard, la multiplication des entreprises rendit nécessaire la rédaction d'un cahier-type qui devait servir de modèle pour l'élaboration du cahier des charges de chaque marché.

.../...

Ce cahier-type perdit bientôt son caractère de simple modèle et devint partie intégrante du contrat dont il contint les clauses générales applicables à tous les marchés.

Cette modification en entraîna une autre dont il y a lieu de souligner toute l'importance. A côté de clauses générales à caractère contractuel, telles les dispositions relatives au prix, au cautionnement, aux conditions de travail, aux modalités de paiement, aux mesures d'office et autres, furent insérées dans le cahier général des clauses réglementaires obligatoires, celles qui ont pour objet de régler la procédure de passation des marchés; de telle manière qu'il existe actuellement une réglementation succincte des marchés de l'Etat contenue dans l'arrêté royal du 10 décembre 1868 et une réglementation ministérielle plus ample dans les cahiers généraux des charges (de Grand'Ry "Les marchés de fournitures et de travaux publics",2ème édition 1952, p.172).

La nature réglementaire de certaines dispositions du cahier général des charges est renforcée dans le présent projet. Non seulement, le cahier général est, pour la première fois, annexé à un arrêté royal et des modifications ne peuvent y être apportées que par le Roi, mais encore le projet d'arrêté royal abroge-t-il les articles 92 à 95 de l'arrêté royal du 10 décembre 1868 portant règlement général sur la comptabilité de l'Etat pour les insérer dans le cahier national des charges lui-même (exposé précédant le projet, alinéa pénultième).

S'il existait déjà avant la loi du 23 décembre 1946 portant création d'un Conseil d'Etat, un intérêt pratique de bien fixer la nature juridique des clauses du cahier général des charges, cet intérêt s'est fortement accru à partir du moment où des soumissionnaires ont pu introduire

devant le Conseil d'Etat des recours en annulation contre les divers actes administratifs qui précèdent la passation du marché, pour violation des dispositions réglementaires et notamment pour violation de celles qui sont contenues dans le cahier général des charges.

A cet intérêt des administrés s'ajoute celui de l'Etat, de voir régler par des textes qui ne prêtent pas à équivoque la procédure préalable aux marchés qu'il passe.

Le Conseil d'Etat émet dès lors l'avis qu'il est souhaitable de voir les dispositions réglementaires du projet de cahier général des charges, trouver leur place dans un arrêté royal organique des marchés de l'Etat, qui constituerait une coordination entre, d'une part, les dispositions des articles 91 à 99 de l'arrêté royal du 10 décembre 1868, et, d'autre part, les dispositions du projet d'arrêté royal relatives au cahier national des charges et les dispositions réglementaires du projet de cahier national des charges.

Le Conseil d'Etat propose à la fin du présent avis un texte contenant cette coordination.

Un arrêté royal distinct créerait et organiserait la commission dont il est question dans les articles 6 et suivants du projet d'arrêté royal.

II. OBSERVATIONS RELATIVES AU PROJET D'ARRETE ROYAL.

En appelant le nouveau cahier des charges "Cahier national des charges", le projet emploie une appellation inadéquate. Seule la dénomination "Cahier général des charges" qui est, du reste, traditionnelle, marque bien qu'il s'agit d'un cahier contenant des clauses qui s'appliquent à tous les marchés de l'Etat, par opposition aux cahiers

.../...

spéciaux des charges qui ne comprennent que des clauses propres à des marchés particuliers.

Cette dénomination "Cahier général des charges" a été confirmée par un texte législatif récent, l'article 7 de la loi du 16 mars 1954 relative au contrôle de certains organismes d'intérêt public, qui dispose en son alinéa 4 :

"En ce qui concerne les travaux et fournitures, ces organismes sont tenus d'appliquer les clauses et conditions administratives et techniques du cahier général des charges de l'Etat ".

Le Conseil d'Etat est d'avis qu'il est préférable de conserver cette appellation traditionnelle.

\+

\+ \+

L'article 2 du projet d'arrêté royal dispose que les conditions techniques qui feront l'objet de la seconde partie du cahier national des charges seront approuvées par arrêté royal après avis de la Commission du cahier national des charges.

Il résulte d'autre part de l'article 7 du projet que cette commission devra être consultée chaque fois qu'il y aura lieu d'apporter des modifications tant aux clauses techniques qu'aux clauses administratives de ce cahier des charges.

Le Conseil d'Etat se demande si l'intention du Gouvernement est bien d'organiser une consultation obligatoire de cette commission; dans cette hypothèse la moindre modification d'ordre administratif ou technique ne pourrait être apportée qu'après cette consultation.

Si ,par contre, il entre dans les intentions du Gouvernement de ne consulter la commission que lorsque la nécessité lui apparaîtra, sans qu'il n'y ait aucune obligation de la consulter, le projet devrait être modifié en conséquence.

\+

\+ \+

S'il entre dans les intentions du Gouvernement d'accorder aux membres de la commission et de son secrétariat, des jetons de présence ou des indemnités pour frais de déplacement et de séjour, les dispositions relatives à ces objets devraient trouver leur place dans le projet.

Le Conseil d'Etat propose en conséquence le texte suivant pour le projet d'arrêté royal :

ARRETE ROYAL INSTITUANT LA COMMISSION PERMANENTE DU CAHIER GENERAL DES CHARGES DES MARCHES DE L'ETAT.

BAUDOUIN, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, SALUT.

Vu l'article 29 de la Constitution;

Vu l'avis du Conseil d'Etat;

Sur la proposition de Notre Premier Ministre et de l'avis de Nos Ministres qui en ont délibéré en conseil,

.../...

NOUS AVONS ARRETE ET ARRETONS :

Article 1er.-

Il est institué auprès des services du Premier Ministre une commission du cahier général des charges des marchés de l'Etat.

Elle a pour mission de donner un avis sur les projets de modifications à apporter au cahier général des charges et de suggérer les améliorations qu'elle estime utiles.

Article 2.-

La commission comprend, outre le président ou le vice-président :

1° trois délégués du Ministre de l'Intérieur et un délégué de chacun des autres ministres;

2° un délégué de la Société nationale des chemins de fer belges et un délégué de la Régie des télégraphes et des téléphones;

3° un membre du comité supérieur de contrôle;

4° un délégué de l'Institut belge de normalisation;

5° cinq délégués de la Fédération des industries belges et un délégué de la Fédération nationale des chambres de commerce et d'industrie de Belgique.

La commission comprend en outre six membres des organisations les plus représentatives des travailleurs, dont quatre de l'industrie de la construction et deux de l'industrie métallurgique; ces membres assistent aux réunions de la commission à titre consultatif.

/

Article 3.-

Le Roi nomme le président et le vice-président de la commission.

Article 4.-

Le Premier Ministre désigne les membres de la commission sur proposition des ministres ou des institutions et des groupements dont il est question à l'article 2.

Il désigne de la même manière un suppléant pour chacun de ces membres.

Il désigne un secrétaire et un secrétaire adjoint parmi les fonctionnaires des administrations de l'Etat.

Article 5.-

Le président , le vice-président ainsi que les membres effectifs et suppléants sont nommés pour cinq années.

Article 6.-

La commission peut entendre toute personne dont elle estime le concours utile.

Article 7.-

La commission arrête son règlement d'ordre intérieur, qui est approuvé par le Premier Ministre.

.../...

Article 8.-

L'arrêté du Régent du 31 décembre 1947 concernant la normalisation des cahiers des charges de l'Etat, modifié par l'arrêté royal du 17 octobre 1952, est abrogé.

Les archives et la documentation de la commission créée par l'arrêté du Régent du 31 décembre 1947 sont transférées à la commission du cahier général des charges.

Article 9.-

Notre Premier Ministre est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à ,le

PAR LE ROI :

Le Premier Ministre,

III. OBSERVATIONS RELATIVES A CERTAINES DISPOSITIONS DU PROJET DU CAHIER NATIONAL DES CHARGES.

Le Conseil d'Etat ne donne son avis que sur les seules dispositions ayant un caractère réglementaire certain, et dont il a tenu compte dans le texte coordonné qu'il propose.

.../...

Ces dispositions sont les suivantes :

les articles 1er à 13, à l'exception de l'article 6, A, alinéa 2, dernière disposition, de l'article 7, A, alinéas 4 et 6, de l'article 13, A, alinéas 3 et 4, et D,

l'article 15, A, alinéa dernier, et D,

l'article 35, à l'exception du littéra C, dernier alinéa, et du littéra D,

l'article 60, à l'exception des alinéas 4 et 5.

\+

\+ \+

L'article 3, 4°, définit le "marché mixte" en déclarant "qu'il participe notamment des genres énumérés sub 1°, 2° et 3° ci-dessus, c'est-à-dire qu'une partie de ce marché peut constituer un forfait absolu, une autre un forfait relatif, une troisième un marché à bordereau de prix ou autres".

En disposant que le marché mixte participe "notamment" des genres visés aux 1°, 2° et 3° ou "autres", le projet laisse supposer que la fixation du prix de ce genre de marché pourrait ne pas avoir lieu suivant la règle du forfait prévu par l'article 21 de la loi du 15 mai 1846 sur la comptabilité de l'Etat.

Le Conseil d'Etat est d'avis que, en ce qui concerne les marchés prévus à l'article 21 de cette loi auxquels l'article 3 du projet s'applique, la règle du forfait est obligatoire. Il y a, dès lors, lieu d'amender la définition du marché mixte telle qu'elle est donnée par le projet.

\+

\+ \+

L'article 3, 5°, prévoit l'existence du "marché rémunéré sur la base des dépenses contrôlées (types dits "contrats américains" ou analogue)". Ce genre de marché ne rentre pas dans le cadre de l'article 21 de la loi du 15 mai 1846 puisqu'il déroge à la règle du forfait.

Il résulte de la note en bas de la page 37 que le projet ne donne cette définition qu'à titre de simple information. Il y a lieu d'omettre cette disposition.

\+

\+ \+

L'article 92 de l'arrêté royal du 10 décembre 1868 que le projet d'arrêté royal abroge, dispose notamment :

"A moins d'urgence, les adjudications sont annoncées quinze jours d'avance par voie d'affiches ... ".

L'article 5, A, alinéa 3, du projet dispose de son côté que la date à partir de laquelle les documents d'adjudication peuvent être consultés :

"doit, dans tous les cas, être fixée par rapport à celle de l'ouverture des soumissions de manière qu'il soit laissé aux soumissionnaires le temps nécessaire pour connaître toutes les conditions de l'entreprise et établir leur soumission. Pour les entreprises de travaux de plus de 2.000.000 de francs, ce temps est au minimun de 25 jours ouvrables ".

Suivant les explications qui ont été données au Conseil d'Etat, par ce texte le Gouvernement entend prendre

.../...

une disposition qui soit plus favorable pour les soumissionnaires que celle de l'article 92 de l'arrêté royal du 10 décembre 1868.

Le Conseil d'Etat est d'avis que si le projet est plus favorable en ce qui concerne les soumissionnaires pour les entreprises de travaux de plus de deux millions de francs, il empire, au contraire, leur situation pour les entreprises de travaux de moins de deux millions et pour toutes les autres entreprises de quelque montant qu'elles soient. L'article 92 de l'arrêté royal du 10 décembre 1868 accordait à tous les soumissionnaires un délai de quinze jours pour préparer leurs soumissions, sauf en cas d'urgence; le projet par contre laisse à l'administration le soin de déterminer dans chaque cas particulier le délai qu'elle estime suffisant. Le projet laisse à l'administration un pouvoir discrétionnaire complet à l'abri de tout contrôle juridictionnel.

Le Conseil d'Etat propose un texte qui répond aux intentions du Gouvernement, telles qu'elles lui ont été exprimées par son délégué.

\+

\+ \+

L'article 6,A, du projet dispose que la soumission doit indiquer le numéro et le libellé exact du compte du soumissionnaire à l'Office national de sécurité sociale.

Le Comité ministériel de coordination économique a décidé, en sa séance du 14 mai 1954, notamment que "tout soumissionnaire joindra à sa soumission une attestation par laquelle il affirme sur l'honneur être en règle avec l'O.N.S.S." et que "cette attestation mentionnera le numéro

d'immatriculation à l'O.N.S.S. et, le cas échéant, le numéro d'agréation comme affilié à un secrétariat social d'employeurs".

Puisqu'il entre dans les intentions du Gouvernement de faire figurer une telle disposition dans le projet, il y a lieu d'en compléter l'article 6.

\+

\+ +

L'article 6,B, du projet énumère les indications qu'il y a lieu de joindre à la soumission lorsqu'elle porte sur des fournitures ou matériaux devant provenir de l'étranger.

Cette disposition ne fait que reproduire en le précisant l'article 2 de l'arrêté royal n°204 du 1er octobre 1935.

Le Conseil d'Etat observe toutefois que l'article 2 de cet arrêté royal exclut de son champ d'application par son alinéa dernier "les contrats de fournitures d'objets uniquement destinés à l'enseignement, à l'étude ou à une recherche scientifique". Il observe de plus que l'article 1er de l'arrêté royal du 1er octobre 1935 pris en exécution de l'arrêté royal n° 204 de la même date, assimile les produits et matériaux d'origine luxembourgeoise aux produits et matériaux belges.

L'article 6,B, du projet devrait être modifié afin de tenir compte de ces dispositions.

\+

\+ +

/

En note sous l'article 6,B, du projet, il est expliqué que les divers renseignements qui doivent être donnés par les soumissionnaires en exécution de cet article, sont rendus nécessaires notamment pour l'application de la loi du 4 août 1930 portant généralisation des allocations familiales. Cette explication doit tomber depuis que la loi du 26 février 1954 a abrogé le chapitre XIV de ladite loi.

\+

\+ \+

La loi du 6 juillet 1891 modifiant quelques dispositions de la loi du droit de patente dispose en son article 5 :

"Seront sans effet les soumissions faites auprès des administrations publiques par des sociétés anonymes ou coopératives auxquelles ne serait pas annexé un certificat, délivré par le greffe du tribunal de commerce auquel ressortit la société soumissionnaire, attestant que les dispositions légales relatives à la publicité du bilan et, s'il y a lieu, de la liste des membres, ont été observées durant l'année précédente ou depuis la constitution de la société, si cette constitution remonte à moins d'une année ".

Les cahiers généraux des charges approuvés par le Conseil des Ministres le 18 mai 1933 reproduisent cette disposition légale mais en admettant cependant que "pour les sociétés par actions, la production des annexes du Moniteur peut suppléer à ce certificat".

En disposant en son article 7, littéra A, alinéas 2 et 3,que ce certificat ne doit être produit que si l'administration le demande, le projet de cahier national

des charges viole la disposition de l'article 5 de la loi du 6 juillet 1891.

+

+ +

L'article 12 du projet dispose que :

"L'administration adjuge le marché au soumissionnaire qui a remis l'offre régulière effectivement la plus basse, celle-ci s'appréciant éventuellement à la lumière des prix de transport, des allocations familiales, de certains coefficients de valeur technique et d'autres critères qui peuvent être chiffrés".

L'article 11, alinéas 2 et 3, et l'article 12, alinéas 4 et 5, prévoient, en outre, les règles à suivre pour choisir l'adjudicataire, dans des cas spéciaux.

L'article 12, alinéa 6, dispose enfin :

"Le soumissionnaire, déterminé conformément aux alinéas précédents, de même que les soumissionnaires suivants dans l'ordre croissant de leurs offres, ne peuvent être écartés, pour ce qui concerne les adjudications de l'Etat, que par décision du Conseil des Ministres et, en cas d'urgence par décision du Premier Ministre ou, pour ce qui concerne les adjudications des autres organismes, par une décision régulièrement motivée de l'autorité compétente ".

.../...

Ces dispositions remplacent l'article 95, alinéas 1er et 2,de l'arrêté royal du 10 décembre 1868 ainsi que l'article 4, C, alinéa 1er,du cahier général des charges (Travaux publics) et l'article 7, C, du cahier général des charges (fournitures). Il résulte de ces dispositions telles qu'elles ont été interprétées par la section d'administration du Conseil d'Etat,que le marché doit être confié au soumissionnaire qui a proposé le prix le plus bas ou celui qu'a favorisé le tirage au sort en cas de parité de prix; toutefois, il peut être dérogé à cette règle après autorisation ou ratification du Conseil des Ministres ou, en cas d'urgence,du Premier Ministre.

Reprises dans un arrêté royal organique, ces dispositions auraient l'avantage d'être claires et de ne prêter à aucune équivoque. Le projet,par contre,est susceptible de provoquer diverses difficultés.

La première de celles-ci résultera du fait de la fixation par l'administration du "prix effectivement le plus bas". Pour ce faire, elle pourra tenir compte d'éléments dont elle sera seule juge; le projet prévoit notamment qu'elle pourra apprécier l'offre à la lumière "de certains coefficients de valeur technique et d'autres critères qui peuvent être chiffrés". Ces dispositions ont comme résultat de laisser à l'administration un trop large pouvoir d'appréciation quant au choix de l'adjudicataire. Cette manière de faire va certainement à l'encontre de l'esprit, sinon du texte même, de l'article 21 de la loi du 15 mai 1846 qui fixe comme règle obligatoire pour les marchés de l'Etat notamment la règle de la concurrence , la notion de concurrence impliquant un certain automatisme dans le choix de l'adjudicataire.

.../...

Une seconde difficulté résultera du fait que pour les lots qui sont inclus dans des offres de groupement "le choix des adjudicataires est déterminé par la combinaison des lots et de groupements la plus avantageuse pour l'administration".

L'appréciation de "la combinaison la plus avantageuse pour l'administration" est également laissée au pouvoir discrétionnaire de l'administration.

Les deux dispositions qui viennent d'être relevées et qui laissent à l'administration le soin de fixer le prix effectivement le plus bas et celui d'apprécier la combinaison la plus avantageuse ont comme conséquence de supprimer dans une grande part les garanties d'ordre juridictionnel accordées aux nourissionnaires par l'article 9 de la loi du 23 décembre 1946 portant création d'un Conseil d'Etat.

Le Conseil d'Etat est d'avis que pour remédier à cet inconvénient, il conviendrait de ne permettre à l'administration de ne tenir compte en dehors du prix, que des autres éléments chiffrables qui viendront de manière certaine augmenter les débours qui devront être faits par l'administration.

\+

\+ \+

La loi du 16 mars 1954 relative au contrôle de certains organismes d'intérêt public dispose en son article 7, alinéa dernier :

.../...

"En ce qui concerne les travaux et fournitures, ces organismes sont tenus d'appliquer les clauses et conditions administratives et techniques du cahier général des charges de l'Etat".

Le projet du Gouvernement prévoyait que "tous les marchés pour travaux, fournitures et prestations de services au nom des organismes repris à l'article 1er, sont faits avec concurrence, publicité et à forfait , sauf dérogations apportées par le Roi sur proposition du Ministre dont relèvent ces organismes et du Ministre des Finances"(Session 1951-1952, Chambre des Représentants, D.P. 317, p.21).

Cette obligation de recourir à la procédure de l'adjudication publique fut rejetée par la commission spéciale de la Chambre (Session 1952-1953, D.P. n°25).

Le texte de l'alinéa dernier de l'article 7 de la loi fut introduit par un amendement dû à l'initiative parlementaire et justifié comme suit :

"Il est plus intéressant de pouvoir se référer en matière de contrats à un cahier des charges type, quitte à déroger à telle ou telle clause. On ignore souvent que la référence obligatoire à ce cahier général n'empêche aucune administration ou service décentralisé de déroger à ce cahier, à la condition que ces dérogations soient indiquées avec précision.

D'autre part, il ne faut pas confondre l'application du cahier général des charges et le recours à

.../...

l'adjudication publique. Ce sont là deux procédures d'un objet totalement différent". (Session 1952-1953, Chambre des Représentants, D.P. 137).

Il résulte du texte de l'article 7, alinéa dernier, de la loi du 16 mars 1954, interprété à la lumière des travaux préparatoires, que le législateur a entendu rendre applicables aux organismes d'intérêt public dont elle organise le contrôle, uniquement les dispositions à caractère contractuel du cahier général des charges auxquelles l'administration peut déroger lors de chaque marché particulier.

Le législateur n'a nullement entendu rendre applicables aux organismes d'intérêt public dont il est question dans la loi du 16 mars 1954, les articles 19 à 22 de la loi du 15 mai 1846 sur la comptabilité de l'Etat, pas plus que les dispositions réglementaires du cahier général des charges dont ces articles forment la base légale.

Le Conseil d'Etat est, en conséquence, d'avis que le projet d'arrêté organique des marchés de l'Etat ne peut comprendre de dispositions spéciales aux organismes d'intérêt public dont il est question dans la loi du 16 mars 1954; il y a, dès lors, lieu d'omettre dans l'article 12 du projet de cahier général des charges les dispositions ayant trait à ces organismes d'intérêt public.

S'il entrait dans les intentions du Gouvernement d'appliquer à ces organismes les dispositions réglementaires du projet de cahier général des charges, il y aurait lieu de modifier la loi du 16 mars 1954 afin d'adapter aux statuts de ces organismes les dispositions de la loi du 15 mai 1846 sur la comptabilité de l'Etat ayant trait aux marchés publics.

\+

\+ \+

.../...

L'article 97, alinéas 2 et 3 ,de l'arrêté royal du 10 décembre 1868, qui fait partie des dispositions de cet arrêté applicables aux marchés de l'Etat, doit trouver sa place, comme les autres dispositions de cet arrêté relatives à cette matière, dans le projet d'arrêté organique des marchés de l'Etat.

Le Conseil d'Etat suggère à cette occasion d'en modifier quelque peu le texte en tenant compte de la jurisprudence des tribunaux et de la Cour des comptes, afin de supprimer les difficultés que la rédaction de cet article a pu faire naître.

Il propose un texte qui répond aux intentions du Gouvernement telles qu'elles lui ont été exprimées :

ARRETE ROYAL ORGANIQUE DES MARCHES DE TRAVAUX, DE FOURNITURES ET DE TRANSPORT AU NOM DE L'ETAT.

BAUDOUIN, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, SALUT.

Vu la loi du 15 mai 1846 sur la comptabilité de l'Etat, modifiée par la loi du 13 juillet 1930, notamment les articles 21 et 22;

Vu l'arrêté royal du 10 décembre 1868 portant règlement général sur la comptabilité de l'Etat;

.../...

Considérant qu'il y a lieu de coordonner en un texte unique les dispositions de l'arrêté du 10 décembre 1868 qui sont relatives aux marchés de l'Etat et les clauses et conditions administratives réglementaires du cahier général des charges des marchés de l'Etat;

Vu l'avis du Conseil d'Etat;

Sur la proposition de Notre Premier Ministre et de l'avis de nos Ministres qui en ont délébéré en Conseil,

NOUS AVONS ARRETE ET ARRETONS :

CHAPITRE Ier. DES DIVERS MODES DE PASSATION DES MARCHES DE L'ETAT.

Article 1er.-

Les marchés au nom de l'Etat ont lieu par voie d'adjudication publique; toutefois, ils peuvent être passés de gré à gré dans les cas prévus par la loi.

Article 2.-

La procédure de l'adjudication publique comprend un appel général à la concurrence et des règles de publicité et de forme prévues par le présent arrêté.

.../...

Article 3.-

Le marché de gré à gré peut être conclu :

1° par un accord, après consultation éventuelle de plusieurs entrepreneurs ou fournisseurs;

2° à la suite d'une adjudication restreinte; dans ce cas, l'adjudication est précédée de certaines formalités de la procédure de l'adjudication publique, l'appel à la concurrence étant cependant limité à quelques entrepreneurs ou fournisseurs choisis par l'administration;

3° à la suite d'un concours; dans ce cas, les intéressés sont invités à établir des projets sur la base des données fournies par l'administration.

CHAPITRE II. - DES CAHIERS DES CHARGES.

Article 4.-

§ 1er. Les marchés relatifs aux entreprises de travaux de fournitures et de transport au nom de l'Etat sont soumis aux clauses du cahier général des charges.

§ 2. Pour chaque marché, il est dressé un cahier spécial des charges qui détermine notamment :

- le mode de passation du contrat; la nature et l'objet du marché; le maître de l'ouvrage ou l'acheteur;
- les conditions particulières à respecter , les délais à observer, les modalités de paiement; le nom et l'adresse de l'administration ou des administrations responsables des paiements;
- les dérogations apportées au cahier général des charges.

Le cahier spécial des charges indique, le cas échéant, le lieu, le jour et l'heure de la séance d'ouverture des soumissions.

Le cahier spécial des charges peut se référer à des cahiers de charges-types ou à des spécifications techniques qui contiennent des clauses concernant certains types d'entreprises.

Article 5.-

Par le mot "administration", il faut entendre pour l'application du présent arrêté et du cahier général des charges, le maître de l'ouvrage ou l'acheteur ou leurs délégués.

CHAPITRE III.- DE LA PROCEDURE DE L'ADJUDICATION PUBLIQUE.

Section 1ère-Du forfait.

Article 6.-

Les marchés conclus par voie d'adjudication publique comprennent, au point de vue de la fixation des prix : le marché à forfait absolu, le marché à forfait relatif, le marché à bordereau de prix et le marché mixte.

Article 7.-

Le marché à forfait absolu est celui dans lequel le soumissionnaire s'engage à exécuter l'entreprise pour le prix global et invariable fixé dans sa soumission.

Article 8.-

Le marché à forfait relatif est un marché à forfait absolu dans lequel les modifications que l'administration se réserve le droit d'apporter unilatéralement à l'entreprise initiale, sont réglées par voie de décompte sur la base des prix unitaires que le soumissionnaire doit joindre à sa soumission.

Article 9.-

Le marché à bordereau de prix est celui dans lequel seuls les prix unitaires sont forfaitaires; la soumission est accompagnée d'un bordereau indiquant les quantités présumées d'ouvrages, de fournitures ou de prestations auxquelles le soumissionnaire applique les prix unitaires.

Constitue également un marché à bordereau de prix, celui dans lequel l'adjudication a lieu sur majoration ou au rabais de prix fixés par l'administration.

Article 10.-

Le marché mixte est celui dont le prix est fixé suivant deux ou plusieurs des modes dont il est question aux articles 7 à 9.

Section 2. De la publicité.

Article 11.-

Toute adjudication publique est annoncée dans le Bulletin des adjudications publiques publié par l'Etat et, éventuellement, par tous autres moyens laissés à l'appréciation de l'administration.

Article 12.-

Les avis insérés dans le Bulletin des adjudications publiques doivent indiquer :

1° la nature du marché;

2° le lieu , le jour et l'heure de l'adjuciation ainsi que l'autorité chargée d'y procéder;

3° les locaux où le cahier spécial des charges et les annexes qui y sont mentionnées peuvent être examinés, ainsi que les jours et heures réservés à cet examen;

4° les conditions fixées pour l'obtention du cahier spécial des charges et de ses annexes éventuelles.

Article 13.-

Le délai entre le premier jour réservé à l'examen du cahier spécial des charges et de ses annexes éventuelles et le jour de l'ouverture des soumissions est, sauf les cas d'urgence, d'un minimum de quinze jours.

Toutefois, ce délai est d'un minimum de 25 jours pour les entreprises de travaux estimés par l'administration à plus de deux millions.

Section 3. De la soumission.

Article 14.-

La soumission est établie sur papier libre conformément au modèle prévu dans le cahier spécial des charges.

Elle ne contient ni rature, ni surcharge qui ne soit approuvée et paraphée; elle est signée par le soumissionnaire ou son mandataire.

Article 15.-

§ 1er. La soumission doit indiquer :

1° les nom, prénoms, qualité ou profession, nationalité et domicile du soumissionnaire;

2° le numéro et le libellé de son compte à l'Office des chèques et virements postaux;

3° le numéro d'immatriculation à l'Office national de sécurité sociale et, le cas échéant, le numéro d'affiliation à un secrétariat social d'employeurs;

4° les mentions relatives à l'inscription au Répertoire des entreprises agréées lorsque les travaux mis en adjudication nécessitent cette agréation.

Doivent être joints à la soumission :

1° les documents, modèles et échantillons exigés par le cahier spécial des charges;

2° une déclaration signée par le soumissionnaire, par laquelle il affirme être en règle vis-à-vis de l'Office national de sécurité sociale.

§ 2. Si la soumission porte sur des fournitures ou matériaux qui proviennent d'un pays étranger et auxquels l'arrêté royal n° 204 du 1er octobre 1935 est applicable, elle doit indiquer en outre :

1° les marchandises de provenance étrangère dont il est question dans la soumission, ainsi que le montant pour lequel elles y interviennent diminué des droits de douane;

.../...

2° le pays de provenance des produits à fournir et des matériaux à utiliser;

3° la nationalité des sous-traitants éventuels et des membres du personnel employé par le soumissionnaire;

4° s'il s'agit de produits ou matériaux à parachever ou à mettre en oeuvre en Belgique, la valeur des matières et du travail qui y sera incorporé en Belgique.

Article 16.-

§ 1er. Lorsque la soumission est déposée par une société dotée de personnalité juridique, elle doit indiquer, outre les mentions prévues à l'article 15, § 1er, 2° et 3°, et § 2, la raison sociale ou la dénomination de la société, son siège social et les numéros des annexes du Moniteur belge contenant les publications prescrites par les articles 10 et 12 des lois coordonnées sur les sociétés commerciales.

La soumission doit également indiquer la nationalité de la société lorsque celle-ci n'est pas belge au sens de l'article 1er, A, 2°, de l'arrêté-loi du 3 février 1947 organisant l'agréation des entrepreneurs.

§ 2. Lorsque la soumission est déposée par une société anonyme ou coopérative, elle doit être accompagnée d'un certificat délivré par le greffe du tribunal de commerce auquel ressortit la société soumissionnaire, attestant que les dispositions légales relatives à la publicité du bilan et, s'il y a lieu, de la liste des membres, ont été observées pendant l'année précédente ou depuis la constitution de la société, si cette constitution remonte

.../...

à moins d'une année. Ce certificat peut être remplacé, en ce qui concerne les sociétés anonymes, par les annexes du Moniteur belge publiant le bilan.

Article 17.-

Lorsque la soumission est déposée par une association sans personnalité juridique formée entre plusieurs personnes physiques ou morales, elle doit être signée par chacune de ces personnes qui doivent s'engager solidairement et désigner celle d'entre elles qui est chargée de représenter l'association vis-à-vis de l'administration.

Les personnes morales membres de telle association doivent,en outre,se conformer à l'article 16.

Article 18.-

Sauf lorsqu'il y a inscription au répertoire des entreprises agréées, et si l'administration en formule la demande, toute société soumissionnaire doit faire parvenir dans les 48 heures de la demande, ses statuts ou actes de société et les indications relatives à la composition du conseil d'administration et à la nationalité des membres de ce conseil.

Si l'administration en formule la demande, le soumissionnaire doit lui faire parvenir dans le délai qui lui est imparti, les mêmes renseignements au sujet des sociétés désignées comme producteurs, fournisseurs ou sous-traitants dans la soumission.

.../...

Si l'administration en formule la demande, le soumissionnaire doit lui faire parvenir dans le délai qui lui est imparti, un certificat de civisme, bonne conduite, vie et moeurs.

Article 19.-

§ 1er. Le soumissionnaire de nationalité étrangère doit élire domicile en Belgique, sauf s'il est de nationalité luxembourgeoise et domicilié dans le Grand Duché du Luxembourg.

§ 2. Si l'administration en formule la demande, les sociétés étrangères soumissionnaires doivent produire dans le délai qui leur est imparti, une copie de leurs statuts, accompagnée éventuellement d'une traduction de ceux-ci dans la langue employée pour la soumission, ainsi que le dernier bilan approuvé conformément aux dispositions de ces statuts et aux dispositions légales en vigueur dans leur pays. Ces documents doivent être visés par le consul belge dans la circonscription duquel est situé le principal établissement de ces sociétés; ce visa consulaire peut être remplacé pour les sociétés du Grand-Duché du Luxembourg par la production du mémorial où figurent leurs statuts et leur dernier bilan.

§ 3. Si l'administration en formule la demande, le soumissionnaire étranger doit effectuer préalablement à l'adjudication le versement d'une somme dont le montant est fixé par le cahier spécial des charges.

Ce versement est régi par les dispositions du cahier général des charges relatives au cautionnement des adjudicataires.

.../...

La restitution de ce cautionnement au soumissionnaire dont les offres n'ont pas été acceptées, est effectuée au vu d'une déclaration de l'administration :

1° en ce qui concerne les soumissionnaires dont les offres sont considérées par l'administration comme n'étant pas susceptibles d'être admises dans les quinze jours du calendrier qui suivent celui de la clôture de la séance d'adjudication;

2° en ce qui concerne les autres soumissionnaires, dans les quinze jours du calendrier qui suivent celui du choix de l'adjudicataire ou dans les quinze jours du calendrier qui suivent celui de l'expiration du délai dans lequel cette décision devait être prise.

Article 20.-

§ 1er. Les soumissions déposées par des mandataires doivent indiquer clairement le ou les mandants au nom desquels ils agissent. Les mandataires joignent à la soumission l'acte authentique ou sous seing privé qui leur accorde ces pouvoirs ou une copie de leur procuration dont ils attestent la conformité à l'original; ils peuvent toutefois se borner à indiquer le numéro des annexes du Moniteur belge qui a publié leurs pouvoirs.

§ 2. Les personnes qui désirent soumissionner par l'organe de mandataires, peuvent déposer en vue des adjudications futures la procuration donnée à cet effet à un ou plusieurs mandataires déterminés; cette procuration ne vaut que pour les adjudications de l'administration à laquelle elle est remise.

Lors de chaque soumission, le mandataire indiquera la date du dépôt de la procuration.

.../...

Article 21.-

Lorsqu'au cahier spécial des charges d'une entreprise de travaux publics est joint un métré récapitulatif ou inventaire indiquant les quantités totales de chaque article, le soumissionnaire, après avoir complété et éventuellement corrigé ce document, le signe et le joint à sa soumission.

Le soumissionnaire corrige les erreurs et répare les omissions qu'il relève dans les diverses parties du métré récapitulatif en tenant compte des plans, du cahier spécial des charges et de ses constatations personnelles lors de l'examen des lieux; il joint à sa soumission une note expliquant ces rectifications, et donnant le détail de ses calculs.

Le soumissionnaire inscrit dans le métré récapitulatif, ses prix unitaires pour chaque article; il mentionne le montant global dans sa soumission.

Article 22.-

Les soumissions relatives à des entreprises de fournitures indiquent le prix de l'unité, le montant par article et le montant total de chaque lot ainsi qu'éventuellement le prix des emballages.

Article 23.-

§ 1er. Les prix sont énoncés dans la soumission en monnaie belge.

§ 2. Le montant global de la soumission ainsi que les prix unitaires éventuellement joints à la soumission sont exprimés en toutes lettres.

.../...

Si les prix sont indiqués en chiffres et en lettres, et s'il existe entre eux des différences, les prix exprimés en lettres font foi.

L'administration peut déclarer nulle une soumission dans laquelle un prix n'a pas été exprimé en lettres si ce fait rend le prix fixé douteux.

Toute mention portant complément ou modification des prix doit être suivie de la signature du soumissionnaire ou de son mandataire.

Article 24.-

Lorsque l'adjudication porte sur plusieurs lots, chacun d'eux fait l'objet d'une soumission et constitue un marché distinct.

Si le cahier spécial des charges l'y autorise, le soumissionnaire peut compléter ses offres en mentionnant le rabais qu'il consent en cas de réunion de certains lots qu'il détermine ou de tous les lots; le rabais est exprimé en pourcentage.

Article 25.-

Dans le cas où le cahier spécial des charges est rédigé en plusieurs langues, le texte rédigé dans la langue choisie par le soumissionnaire fera seul foi pour l'interprétation du contrat.

Section 4.- Du dépôt et du retrait des soumissions.

Article 26.-

§ 1er. Toute soumission doit parvenir au président de la séance d'adjudication avant qu'il ne déclare qu'aucune offre ne peut plus être admise.

§ 2. Si la soumission est envoyée par voie postale, elle doit l'être sous pli recommandé. Dans ce cas, elle est glissée dans une enveloppe cachetée portant la référence du cahier spécial des charges, du lot et de la date de la séance d'adjudication; cette enveloppe est glissée dans une seconde enveloppe également cachetée portant l'adresse indiquée dans le cahier spécial des charges et la mention "soumission".

§ 3. La soumission déposée à la poste sous pli recommandé au plus tard le 3ème jour du calendrier précédant le jour fixé pour l'ouverture des soumissions peut être acceptée même si elle parvient après la déclaration de clôture des offres dont il est question au § 1er, mais à condition que le soumissionnaire ait signalé l'envoi de cette offre dans un délai de 6 jours ouvrables après celui de l'ouverture des soumissions et pour autant que l'administration n'ait pas encore notifié sa décision.

Article 27.-

§ 1er. Le retrait des soumissions doit avoir lieu au moment et dans la forme prévus pour le dépôt des soumissions par l'article 26, §§ 1er et 2.

Le retrait doit être pur et simple.

§ 2. Si le soumissionnaire qui a retiré sa soumission en dépose régulièrement une nouvelle, il peut y indiquer les documents joints à la première soumission dont il entend faire usage à l'appui de la seconde.

Section 5.- De l'ouverture des soumissions.

Article 28.-

L'ouverture des soumissions a lieu en séance publique au lieu et jour fixés par le cahier spécial des charges.

.../...

Article 29.-

§ 1er. Les opérations d'ouverture des soumissions se font dans l'ordre suivant :

1° avant d'admettre le public dans le local désigné, la personne chargée de présider au dépouillement des offres, y dépose la boîte contenant les soumissions et les retraits déjà reçus;

2° la séance étant ouverte au public, les soumissions et les retraits apportés en séance sont également déposés dans cette boîte;

3° immédiatement avant l'ouverture des soumissions, le président déclare que plus aucune soumission et plus aucun retrait ne peut être reçu;

4° il est procédé ensuite pour chaque adjudication, au dépouillement de tous les plis recueillis qui sont classés par adjudication et éventuellement par lots;

5° le président donne connaissance des retraits;

6° les soumissions et les retraits sont paraphés par le président qui proclame le nom des concurrents et le montant de leurs soumissions.

§ 2. Lorsqu'après vérification par l'administration, il s'avère que plusieurs soumissionnaires ont proposé le prix le plus bas déterminé comme l'indique l'article 35, § 1er, ils sont invités à déposer des offres écrites de rabais.

Si cette seconde épreuve laisse subsister une parité de prix, il est procédé à un tirage au sort auquel sont invités les intéressés.

.../...

Article 30.-

Dans l'hypothèse prévue à l'article 26, § 3, la soumission est ouverte aux lieu, jour et heure indiqués par l'administration à l'intéressé et au soumissionnaire ayant proposé le prix le plus bas; ils sont convoqués par pli recommandé à la poste et peuvent assister ou se faire représenter à l'ouverture de cette soumission.

Article 31.-

Les offres des soumissionnaires ainsi que les différents incidents survenus lors de l'ouverture des soumissions, notamment les protestations éventuelles de soumissionnaires et les observations des fonctionnaires, sont consignés dans le procès-verbal d'ouverture des soumissions. Ce procès-verbal est signé immédiatement par le président et par un assesseur désigné par l'administration, ainsi que par les soumissionnaires qui ont élevé des protestations et les fonctionnaires qui ont formulé des observations.

Une expédition de ce procès-verbal est transmise à la Cour des comptes.

Section 6.- Du choix de l'adjudicataire.

Article 32.-

Avant la désignation de l'adjudicataire, l'administration vérifie les opérations arithmétiques des soumissions, rectifie les erreurs qu'elle y découvre et établit le montant de la soumission en tenant compte du redressement de ces erreurs sans que la responsabilité de l'administration soit engagée par suite de l'existence d'autres erreurs qui n'auraient pas été découvertes.

.../...

Article 33.-

§ 1er. Lorsqu'un soumissionnaire a corrigé des erreurs ou réparé des omissions dans le métré récapitulatif en application de l'article 21, ces modifications sont contrôlées et éventuellement rectifiées par l'administration selon ses propres calculs.

Si les modifications admises par l'administration ont pour résultat d'augmenter le montant des offres, elle rectifie en conséquence les métrés récapitulatifs joints aux diverses soumissions.

Si, au contraire, ces modifications ont pour résultat de réduire le montant des offres, elles ne profitent qu'au seul soumissionnaire qui en a tenu compte dans le métré récapitulatif annexé à sa soumission; elles sont toutefois également apportées à la soumission de celui qui est choisi comme adjudicataire.

§ 2. Lorsqu'un soumissionnaire a réparé une omission dans le métré récapitulatif et lorsque les autres soumissionnaires n'ont pas proposé de prix pour cet article, ce prix sera fixé de la façon suivante :

soit L. la somme éventuellement rectifiée portée pour l'omission dans le métré récapitulatif du soumissionnaire qui l'a signalée;

X. le montant total éventuellement rectifié diminué de la somme L, du métré récapitulatif du même soumissionnaire;

Y. le montant total éventuellement rectifié du métré récapitulatif du soumissionnaire qui n'a pas signalé l'omission.

.../...

La somme partielle (S) à ajouter au montant Y est obtenue par la formule suivante $S = \frac{L\ Y}{X}$.

Lorsque plusieurs soumissionnaires ont signalé la même omission, les sommes L et X s'obtiennent en prenant le prix le plus bas porté dans les métrés récapitulatifs de ces soumissionnaires.

Article 34.-

Après la procédure d'adjudication, l'autorité compétente a le droit de ne pas adjuger le marché et d'ordonner éventuellement une nouvelle adjudication; lorsque l'adjudication a trait à plusieurs lots, elle a le droit de n'en adjuger que certains et éventuellement d'ordonner une nouvelle adjudication pour les autres.

Article 35.-

§ 1er. Lorsque l'administration adjuge un marché, elle doit l'adjuger au soumissionnaire qui a remis l'offre effectivement la plus basse.

Pour la détermination de l'offre la plus basse, l'administration doit tenir compte des prix offerts et des autres élements chiffrables qui viendront de manière certaine augmenter les débours qui devront être faits par l'administration.

§ 2. Lorsque plusieurs soumissionnaires offrent le même prix, l'administration adjuge le marché au soumissionnaire qu'a favorisé le tirage au sort; toutefois, s'il s'agit de fournitures, elle peut les partager entre les concurrents et si l'adjudication a trait à plusieurs lots, elle peut les répartir d'une manière équitable entre les concurrents qui proposent les prix les plus bas sans avoir égard au résultat du tirage au sort.

.../...

§ 3. Lorsque le cahier spécial des charges a autorisé la présentation d'offres avec faculté de grouper des lots, le choix de l'adjudicataire est déterminé par la combinaison de lots ou de groupements de lots qui forme le prix le plus bas au sens du § 1er.

§ 4. Il ne peut être dérogé aux §§ 1er à 3, en ce qui concerne le choix de l'adjudicataire, que par décision du Conseil des Ministres ou, en cas d'urgence, par décision du Premier Ministre.

Article 36.-

Les soumissionnaires restent engagés par leur soumission telle qu'elle a été éventuellement rectifiée par l'administration jusqu'à ce que la décision désignant l'adjudicataire ait été notifiée à celui-ci.

Ils ne peuvent se prévaloir des vices de forme dont pourrait être entachée leur soumission.

Article 37.-

Lorsqu'un soumissionnaire dont l'offre a été écartée en fait la demande dans les trois mois de la décision désignant l'adjudicataire, il est remis en possession des pièces et objets qu'il a annexés à sa soumission et qui n'ont pas été détruits pour les essais ou examens.

Article 38.-

L'adjudication n'est définitive qu'après avoir reçu l'approbation du Ministre.

.../...

Séction 7. - De la notification du choix de l'adjudicataire.

Article 39.-

L'administration doit notifier sa décision à l'adjudicataire dans les trente jours; le délai prend cours le lendemain du jour de clôture des séances d'adjudication.

Dans le cas où la désignation de l'adjudicataire nécessite l'intervention de la commission permanente consultative en matière de contrats ou d'adjudications instituée par l'arrêté royal n° 204 du 1er octobre 1935, ce délai est augmenté du laps de temps nécessaire à l'autorité compétente pour prendre une décision après l'avis donné par la dite commission. Les soumissionnaires intéressés sont avisés de cette intervention.

Article 40.-

La décision de l'administration est notifiée à l'adjudicataire par lettre recommandée à la poste; en cas de nécessité, cette notification peut être faite par télégramme dont la teneur est confirmée par lettre.

Dans le cas prévu à l'article 35, § 4, cette décision est portée à la connaissance du ou des soumissionnaires qui ont proposé une offre effectivement plus basse que celle de l'adjudicataire.

Article 41.-

Si la notification de la décision à l'adjudicataire n'a pas été faite dans les délais prévus à l'article 39, les soumissionnaires ne sont plus tenus par leurs offres; l'administration remet le marché en adjudication ou s'adresse successivement aux soumissionnaires dans l'ordre croissant des offres.

.../...

CHAPITRE IV. - DU MARCHE DE GRE A GRE.

Article 42.-

Le marché de gré à gré est conclu par le Ministre ou le fonctionnaire qu'il délègue à cet effet.

Il résulte :
soit d'un engagement souscrit à la suite d'un cahier des charges;
soit d'une soumission souscrite par celui qui propose de traiter;
soit de la correspondance, suivant l'usage du commerce.

Il peut être constaté par de simples factures, pour des travaux ou fournitures dont la dépense n'excède pas dix mille francs.

Article 43.-

Les marchés de gré à gré passés par les délégués d'un Ministre ainsi que les factures sont soumis à son approbation.

Toutefois, cette approbation n'est point requise en cas de nécessité résultant de force majeure, ni lorsqu'il existe une autorisation spéciale ou dérivant des règlements; ces circonstances sont portées à la connaissance de la Cour des comptes.

CHAPITRE V. - DISPOSITIONS GENERALES.

Article 44.-

Après l'approbation de l'adjudication ou du marché de gré à gré en application des articles 38 et 43, il ne peut être dérogé aux clauses et conditions des devis et cahiers

des charges soit pour changer la nature de l'entreprise ou des travaux, soit pour en modifier et augmenter le prix ou pour affranchir les entrepreneurs des cas de responsabilité et d'amendes qu'avec l'accord de l'adjudicataire, par une décision ministérielle motivée et seulement dans les cas de force majeure ou de circonstances extraordinaires.

Ces décisions sont communiquées à la Cour des comptes.

Article 45.-

Aussitôt que les travaux ou fournitures sont parvenus à un degré d'avancement donnant droit à un paiement en faveur de l'entrepreneur, il en est dressé procès-verbal par le fonctionnaire désigné à cet effet.

Article 46.-

Les articles 91 à 99 de l'arrêté royal du 10 décembre 1868 sont abrogés.

Article 47.-

Le présent arrêté entre en vigueur le 1er du mois qui suit la date de sa publication au Moniteur belge.

Toutefois, les entreprises de travaux, de fournitures et de transports annoncées avant cette date restent régies par les articles 91 à 99 de l'arrêté royal du 10 décembre 1868 et par les cahiers généraux des charges approuvés par les Ministres réunis en conseil le 18 mai 1933.

.../...

Article 48.-

Nos Ministres sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Donné à , le

PAR LE ROI,

(signature de tous les Ministres).

I. ALGEMENE OPMERKING.

Het voornaamste doel van het ontwerp is, te voorzien in de vervanging van het "Algemeen Kohier van de lasten, bepalingen en voorwaarden voor de aannemingen van werken voor de Staat" en het "Algemeen Kohier van de lasten, bepalingen en voorwaarden voor de aannemingen van leveringen aan de Staat", beide goedgekeurd door de Ministerraad in zijn vergadering van 18 Mei 1933. Bij het ontwerp van koninklijk besluit is alleen gevoegd het eerste deel van de nieuwe algemene aanbestedingsvoorwaarden, datgene namelijk dat betrekking heeft op de administratieve bepalingen inzakeaannemingen; de bekendmaking van het tweede deel, dat de technische bepalingen zal omvatten, wordt daarin voor een nabije toekomst in het vooruitzicht gesteld.

Het tweede doel van het ontwerp is, de oprichting van de Commissie voor de nationale aanbestedingsvoorwaarden en de werking daarvan.

\+

\+ \+

In het begin onzer onafhankelijkheid werd voor iedere aanneming vanwege de Staat een lastenboek opgesteld, met de bepalingen waaraan de betrokken partijen aanvaardden zich te onderwerpen ; een algemeen lastenboek met die bepalingen die op alle aannemingen toepasselijk waren, bestond er niet.

Later deed zich, wegens het toenemen van het aantal aannemingen,de behoefte voelen aan een type-lastkohier, dat als model moest dienen voor het opmaken van het bestek van iedere overeenkomst. Aanvankelijk een eenvoudig model,werd dit type-kohier spoedig een integrerend deel van het contract waarvan het de algemene op alle overeenkomsten toepasselijke bepalingen inhield.

Deze wijziging bracht nog een andere wijziging mede, waarvan het gewicht verdient te worden onderstreept. Naast algemene bepalingen van contractuele aard, zoals bepalingen betreffende prijs, borgtocht, arbeidsvoorwaarden, wijze van betaling, maatregelen van ambtswege en andere maatregelen, werden in het algemeen lastkohier verplichte reglementsbepalingen ingevoegd, die tot doel hadden de procedure van afsluiting der overeenkomsten te regelen; zodat thans bestaan een beknopte reglementering inzake aannemingen voor de Staat, neergelegd in het koninklijk besluit van 10 December 1868, en een uitvoerigere ministeriële reglementering in de algemene lastkohieren (de Grand'Ry "Les marchés de fournitures et de travaux publics", 2ème édition 1952, p. 172).

Het verordenend karakter van sommige bepalingen van het algemeen lastkohier wordt in het onderhavige ontwerp verstrekt. Niet alleen wordt het algemeen lastkohier voor de eerste maal bij een koninklijk besluit gevoegd en kan voortaan slechts de Koning het wijzigen, maar bovendien zal het ontwerp van koninklijk besluit de artikelen 92 tot 95 van het koninklijk besluit van 10 December 1868 houdende algemeen reglement op de Rijkscomptabiliteit opheffen om ze in de nationale aanbestedingsvoorwaarden zelf in te voegen (uiteenzetting die aan het ontwerp voorafgaat, voorlaatste lid).

Bestond er reeds vóór de wet van 23 December 1946 houdende instelling van een Raad van State een practisch belang om het rechtskarakter van de bepalingen van het algemeen lastkohier goed vast te leggen, dan is dit belang aanzienlijk vergroot sinds de inschrijvers tegen de verschillende administratieve akten die aan het sluiten van de overeenkomsten voorafgaan, een beroep bij de Raad van State kunnen instellen wegens overtreding van de reglementsbepalingen en inzonderheid wegens overtreding van die welke in het algemeen lastkohier zijn vervat.

.../...

Daarbij komt, dat ook de Staat er belang bij heeft, dat de procedure die aan de overeenkomsten voorafgaat in ondubbelzinnige teksten wordt geregeld.

De Raad van State acht het daarom wenselijk de reglementsbepalingen van het ontwerp van algemene aanbestedingsvoorwaarden op te nemen in een koninklijk besluit tot regeling van de overeenkomsten voor rekening van de Staat, dat een coördinatie zou worden van, enerzijds, het bepaalde in de artikelen 91 tot 99 van het koninklijk besluit van 10 December 1868 en van, anderzijds, de bepalingen van het ontwerp van koninklijk besluit betreffende de nationale aanbestedingsvoorwaarden en van de verordeningsbepalingen van het ontwerp van nationale aanbestedingsvoorwaarden.

De Raad van State stelt aan het einde van dit advies, een tekst van zodanige coördinatie voor.

Een afzonderlijk koninklijk besluit kan dan de commissie, waarvan sprake in de artikelen 6 en volgende van het ontwerp van koninklijk besluit, instellen en inrichten.

II. OPMERKINGEN IN VERBAND MET HET ONTWERP VAN KONINKLIJK BESLUIT.

De benaming "Nationale Aanbestedingsvoorwaarden" die in het ontwerp aan de nieuwe aanbestedingsvoorwaarden wordt gegeven, is weinig gelukkig. Alleen de term "Algemene Aanbestedingsvoorwaarden", welke overigens traditioneel is, doet uitkomen dat hier bedoeld wordt een lastkohier met bepalingen die op alle overeenkomsten voor rekening van de Staat toepasselijk zijn, in tegenstelling tot de bijzondere lastkohieren die slechts bepalingen met betrekking tot bijzondere overeenkomsten bevatten.

.../...

De benaming "Algemeen Lastkohier" werd onlangs nog in een wettekst, met name in artikel 7 van de wet van 16 Maart 1954 betreffende de contrôle op sommige instellingen van openbaar nut, bevestigd ; in het vierde lid wordt immers gezegd :

"Wat werken en leveringen betreft, zijn bedoelde organismen gehouden tot toepassing van de administratieve en technische clausules en voorwaarden vervat in het algemeen lastkohier van de Staat ".

De Raad van State acht het verkieslijk, zich aan deze traditionele benaming te houden, mits "aanbestedingsvoorwaarden" te schrijven in plaats van "lastkohier".

\+
\+ +

Volgens artikel 2 van het ontwerp van koninklijk besluit zullen de technische voorschriften, die het tweede deel van de nationale aanbestedingsvoorwaarden zullen vormen, bij koninklijk besluit worden goedgekeurd op advies van een Commissie voor de nationale aanbestedingsvoorwaarden.

Uit artikel 7 van het ontwerp anderdeels blijkt, dat deze commissie moet worden geraadpleegd telkens wanneer hetzij aan de technische voorschriften, hetzij aan de administratieve bepalingen van deze aanbestedingsvoorwaarden wijziging dient te worden gebracht.

De Raad van State vraagt zich af, of de bedoeling van de Regering wel is een verplichte raadpleging van deze commissie voor te schrijven; in dat geval zou zelfs de geringste wijziging van administratieve of technische aard slechts na dat advies kunnen worden aangebracht.

Indien daarentegen de Regering voornemens is, het advies van de commissie enkel te vragen wanneer zij het nodig vindt, zonder dat hier van verplichting sprake is, dan moet het ontwerp dienovereenkomstig worden gewijzigd.

\+
\+ +

Wil de Regering aan de leden van de commissie en van dezer secretariaat presentiegeld of vergoedingen wegens reis- en verblijfkosten toestaan, dan zouden de betreffende bepalingen in het ontwerp moeten worden opgenomen.

De Raad van State beveelt derhalve de volgende tekst voor het ontwerp van koninklijk besluit aan :

KONINKLIJK BESLUIT TOT INSTELLING VAN DE PERMANENTE COMMISSIE VOOR DE ALGEMENE AANBESTEDINGSVOORWAARDEN INZAKE OVEREENKOMSTEN VOOR REKENING VAN DE STAAT.

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,
Aan allen, tegenwoordigen en toekomenden, HEIL.

Gelet op artikel 29 van de Grondwet ;

Gelet op het advies van de Raad van State ;

Op de voordracht van Onze Eerste-Minister en op het advies van Onze in raad vergaderde Ministers,

HEBBEN WIJ BESLOTEN EN BESLUITEN WIJ :

Artikel 1.-

Bij de diensten van de Eerste-Minister wordt een commissie voor de algemene aanbestedingsvoorwaarden in zake overeenkomsten voor rekening van de Staat ingesteld.

Zij heeft tot taak, advies te geven over ontwerpen tot wijziging van de algemene aanbestedingsvoorwaarden en de door haar nuttig geachte verbeteringen voor te stellen.

.../...

Artikel 2.-

Behalve uit de voorzitter of de ondervoorzitter, is de commissie samengesteld uit :

1° drie afgevaardigden van de Minister van Binnenlandse Zaken en een afgevaardigde van iedere der andere Ministers ;

2° een afgevaardigde van de Nationale Maatschappij der Belgische Spoorwegen en een afgevaardigde van de Regie van telegraaf en telefoon ;

3° een lid van het Hoog Comité van toezicht ;

4° een afgevaardigde van het Belgisch Instituut voor normalisatie ;

5° vijf afgevaardigden van het Verbond der Belgische nijverheid en een afgevaardigde van de Nationale Federatie der handels- en industriekamers van België.

De commissie telt bovendien zes leden van de meest representatieve werknemersorganisaties, van wie vier van het bouwbedrijf en twee van het metallurgiebedrijf ; deze leden wonen de vergaderingen van de commissie met adviserende stem bij.

Artikel 3.-

De Koning benoemt de voorzitter en de ondervoorzitter van de commissie.

Artikel 4.-

De Eerste-Minister wijst de leden van de commissie aan op de voordracht van de in artikel 2 genoemde Ministers, instellingen of groeperingen.

.../...

Op dezelfde wijze wijst hij voor ieder lid een plaatsvervanger aan.

Hij wijst een secretaris en een adjunct-secretaris aan onder de ambtenaren van de Rijksbesturen.

Artikel 5.-

Voorzitter en ondervoorzitter worden evenals de leden en hun plaatsvervangers voor vijf jaar benoemd.

Artikel 6.-

De commissie kan eenieder wiens medewerking zij nuttig acht, horen.

Artikel 7.-

De commissie stelt haar huishoudelijk reglement vast, dat door de Eerste-Minister dient te worden goedgekeurd.

Artikel 8.-

Het besluit van de Regent van 31 December 1947 betreffende de normalisatie van de aanbestedingsvoorwaarden inzake werken en leveringen voor rekening van de Staat, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 17 October 1952, wordt opgeheven.

Het archief en de documentatie van de commissie, ingesteld bij het besluit van de Regent van 31 December 1947, worden naar de commissie van de algemene aanbestedingsvoorwaarden overgebracht.

Artikel 9.-

Onze Eerste-Minister is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te ,

VAN KONINGSWEGE :

De Eerste-Minister,

III. OPMERKINGEN IN VERBAND MET SOMMIGE BEPALINGEN VAN HET ONTWERP VAN NATIONALE AANBESTEDINGSVOORWAARDEN.

De Raad van State adviseert alleen over de bepalingen met een stellig verordenend karakter, welke hij in zijn voorgestelde gecoördineerde tekst opneemt.

Deze bepalingen zijn de volgende :

de artikelen 1 tot 13, met uitzondering van artikel 6,A, tweede lid, laatste bepaling, van artikel 7,A, vierde en zesde lid,en van artikel 13,A, derde en vierde lid,en D,

artikel 15,A, laatste lid,en D,

artikel 35,met uitzondering van letter C, laatste lid, en van letter D,

artikel 60,met uitzondering van het vierde en vijfde lid.

\+

\+ \+

In artikel 3, 4°, wordt de volgende begripsbepaling van de "gemengde overeenkomst" gegeven : "deze overeenkomst behoort onder meer tot de aard van de onder 1°, 2° en 3° genoemde soorten,dit wil zeggen dat een deel er van aangegaan wordt tegen absolute aannemingssom, een ander deel tegen relatieve aannemingssom, een derde deel volgens prijslijst, of anderszins".

.../...

Wanneer het ontwerp bepaalt dat de gemengde overeenkomst "onder meer" behoort tot de aard van de onder 1°, 2° en 3° genoemde soorten of "anderszins", laat het onderstellen dat de prijs voor zodanige overeenkomst niet noodzakelijk vastgesteld wordt volgens de regel van een vaste som zoals voorgeschreven in artikel 21 van de wet van 15 Mei 1846 op de comptabiliteit van de Staat.

De Raad van State adviseert dat de vaste-prijsregeling verplicht is ten aanzien van de in artikel 21 van deze wet bedoelde overeenkomsten, waarop artikel 3 van het ontwerp van toepassing is. Derhalve dient de begripsbepaling van de gemengde overeenkomst, zoals zij in het ontwerp is gegeven, te worden geamendeerd.

\+

\+ \+

Artikel 3, 5°, voorziet in het sluiten van "de overeenkomst die betaald wordt op basis van de gecontroleerde uitgaven (zogenaamde "Amerikaanse contracten"of gelijkaardige)". Deze soort van overeenkomst ligt niet in de lijn van de voorzieningen van artikel 21 van de wet van 15 Mei 1846 aangezien van de regel van de regel van de vaste prijs wordt afgeweken.

Volgens de noot onderaan bladzijde 37 van het ontwerp,wordt deze omschrijving eenvoudig ter inlichting gegeven. Eris geen reden om deze bepaling te behouden.

\+

\+ \+

.../...

Artikel 92 van het koninklijk besluit van 10 December 1868 dat door het ontwerp van koninklijk besluit wordt opgeheven, luidt als volgt :

"Tenzij spoed wordt gevergd, worden de aanbestedingen vijftien dagen te voren aangekondigd door middel van plakbrieven ...".

Anderzijds bepaalt artikel 5, A, derde lid, van het ontwerp dat de datum vanaf welke de stukken van de aanbesteding ter inzage liggen :

"wordt altijd vastgesteld in verband met die van het openen der inschrijvingsbiljetten, en wel zo dat aan de inschrijvers de nodige tijd wordt gelaten om al de voorwaarden van de aanneming te kennen en hun inschrijvingsbiljet op te maken. Voor de aannemingen van werken van meer dan 2.000.000 frank bedraagt die tijdruimte minstens 25 werkdagen ".

Volgens de toelichting die aan de Raad van State werd verstrekt, wil de Regering met die tekst voorzieningen treffen die voor de inschrijvers gunstiger zijn dan artikel 92 van het koninklijk besluit van 10 December 1868.

De Raad van State is van oordeel dat het ontwerp alleen gunstiger uitvalt voor inschrijvers op aannemingen van werken van meer dan twee millioen frank, maar hoegenaamd niet voor inschrijvers op aannemingen van werken van minder dan twee millioen en voor alle andere aannemingen van welk bedrag ook, die hun toestand nog verergerd zien. In artikel 92 van het koninklijk besluit van 10 December 1868 was aan alle inschrijvers, behalve in geval van hoogdringendheid, een termijn van vijftien dagen gelaten om hun inschrijvingen voor te bereiden; volgens het ontwerp zal het bestuur in elk

afzonderlijk geval bepalen, welke termijn het voldoende acht. Het bestuur zou aldus een volkomen discretionnaire bevoegdheid krijgen waarop de rechter geen toezicht heeft.

De Raad van State stelt een tekst voor, waarin de bedoeling van de Regering zoals haar gemachtigde die heeft uiteengezet, wordt verwezenlijkt.

\+

\+ \+

Volgens artikel 6,A,van het ontwerp moet het inschrijvingsbiljet het nummer en de juiste aanduiding van de rekening van de inschrijver bij de Rijksdienst voor maatschappelijke zekerheid vermelden.

Het Ministerieel Comité voor economische coördinatie heeft, in zijn vergadering van 14 Mei 1954,onder meer besloten, dat "iedere inschrijver bij zijn inschrijvingsbiljet een bewijs dient te voegen, waarin hij op zijn eer bevestigt met de R.M.Z. in regel te zijn" en dat "zodanig bewijs het inschrijvingsnummer bij de R.M.Z. en bij voorkomend geval het nummer van aansluiting bij een sociaal werkgeverssecretariaat moet opgeven".

Aangezien de Regering de bedoeling heeft, dergelijke bepaling in het ontwerp ip te nemen, ware artikel 6 aan te vullen.

\+

\+ \+

.../...

Artikel 6,B,van het ontwerp bepaalt welke gegevens bij de inschrijving moeten worden gevoegd wanneer daarin leveringen of materialen uit den vreemde zijn opgenomen.

Deze bepaling is eenvoudig een herhaling van artikel 2 van het koninklijk besluit nr 204 van 1 October 1935, dat hier nader wordt toegelicht.

De Raad van State merkt evenwel op, dat volgens het laatste lid van artikel 2 van dit koninklijk besluit het gehele artikel buiten toepassing wordt verklaard ten aanzien van" contracten van levering der voorwerpen welke uitsluitend bestemd zijn voor het onderwijs, de studie of voor wetenschappelijke opzoeking". Hij merkt bovendien op dat artikel 1 van het koninklijk besluit van 1 October 1935, ter uitvoering van het koninklijk besluit nr 204 van dezelfde datum, de producten en materialen uit Luxemburg met Belgische producten en materialen gelijkstelt.

Artikel 6,B,van het ontwerp behoeft enige herziening om met die bepalingen rekening te houden.

\+

\+ \+

Een voetnoot onder artikel 6,B,van het ontwerp verklaart dat de verschillende gegevens die door de inschrijvers ter uitvoering van dat artikel moeten verstrekt worden, onder meer nodig zijn voor de toepassing van de wet van 4 Augustus 1930 houdende veralgemening der kindertoelagen. Deze toelichting moet geschrapt worden, want hoofdstuk XIV van genoemde wet is sedert de wet van 26 Februari 1954 opgeheven.

\+

\+ \+

.../...

De wet van 6 Juli 1891 houdende wijziging van enige bepalingen der wet op het patentrecht bepaalt in artikel 5 :

"Zal zonder uitwerking zijn, het bod voor aanbestedingen gedaan bij openbare besturen door naamloze of samenwerkende vennootschappen, waarbij niet zou gevoegd zijn een getuigschrift afgeleverd door de griffie der rechtbank van koophandel binnen het rechtsgebied waartoe de aanbiedende maatschappij behoort, en bewijzende dat de wetsbepalingen betreffende de afkondiging van het bilan en desnoods van de lijst der leden werden nageleefd gedurende het voorgaande jaar of sedert de oprichting der maatschappij indien deze sedert min dan één jaar tot stand kwam.".

In de algemene lastkohieren, die door de Ministerraad van 18 Mei 1933 zijn goedgekeurd, is deze wetsbepaling overgenomen,maar wordt aan de vennootschappen op aandelen toegestaan, de bijlagen van het Staatsblad in plaats van dit getuigschrift over te leggen.

Wanneer nu artikel 7,A, tweede en derde lid, bepaalt dat dit getuigschrift slechts op verzoek van het bestuur dient te worden voorgelegd, is het ontwerp van nationale aanbestedingsvoorwaarden in strijd met het bepaalde in artikel 5 van de wet van 6 Juli 1891.

\+

\+ \+

Artikel 12 van het ontwerp luidt als volgt :

"Het bestuur gunt de aanneming aan de inschrijver die de werkelijk laagste regelmatige aanbieding heeft ingediend, hetgeen eventueel wordt onderzocht aan de hand van de vervoer-

.../...

prijzen, van de kinderbijslagen, van zekere technische waarde factoren en van andere becijferbare criteria.".

In artikel 11, tweede en derde lid, en in artikel 12, vierde en vijfde lid, wordt bovendien bepaald, volgens welke regelen de keuze van de aannemer in bijzondere gevallen moet plaats hebben.

Tenslotte bepaalt artikel 12, zesde lid :

"De overeenkomstig de voorgaande alinea's aangewezen inschrijver, evenals de daarop volgende inschrijvers, in de opklimmende volgorde van hun offerten, kunnen bij aanbestedingen door de Staat slechts worden van de hand gewezen bij een beslissing van de Ministerraad of, in spoedgevallen, bij een beslissing van de Eerste-Minister ; voor aanbestedingen die door andere lichamen worden uitgeschreven, is voor de afwijzing een behoorlijk gemotiveerde beslissing van de bevoegde overheid vereist.".

Deze bepalingen komen ter vervanging van artikel 95, eerste en tweede lid, van het koninklijk besluit van 10 December 1868 en van artikel 4, C, eerste lid, van het algemeen lastkohier (Openbare Werken) en artikel 7, C, van het algemeen lastkohier (leveringen). Volgens die bepalingen, zoals zij door de afdeling administratie van de Raad van State werden geïnterpreteerd, moet de aanneming worden toegewezen aan de inschrijver die de laagste prijs heeft geboden of die, ingeval de prijzen gelijk zijn, door het lot is aangewezen ; van deze regel kan evenwel worden afgeweken na machtiging of goedkeuring door de Ministerraad of, in spoedgevallen, door de Eerste-Minister.

In een organiek koninklijk besluit zouden deze bepalingen het voordeel hebben, duidelijk en ondubbelzinnig te zijn. Met de gegeven tekst van het ontwerp daarentegen kunnen moeilijkheden ontstaan.

.../...

Een eerste moeilijkheid rijst al bij de vaststelling door het bestuur van de "werkelijk laagste prijs". Hiervoor kan het bestuur rekening houden met gegevens waarover het alleen oordeelt; volgens het ontwerp kan de offerte onder meer beoordeeld worden aan de hand van "zekere technische waarde-factoren en van andere becijferbare criteria". Het gevolg hiervan is, dat aan het bestuur een al te ruime beoordelingsmacht in de keuze van de aannemer wordt gelaten. Deze werkwijze is strijdig met de geest, zo niet met de tekst zelf van artikel 21 van de wet van 15 Mei 1846, dat inzake overeenkomsten voor rekening van de Staat als verplichte regel, onder meer de regel van de mededinging stelt;; het begrip mededinging onderstelt immers een zeker automatisme in de keuze van de aannemer.

Een tweede moeilijkheid ligt hierin, dat voor partijen, die in gegroepeerde offerten zijn begrepen, de keuze van de aannemers bepaald wordt"door de voor het bestuur meest gunstige combinatie van percelen en groeperingen".

De beoordeling van "de voor het bestuur meest gunstige combinatie" wordt eveneens aan de discretionnaire bevoegdheid van het bestuur overgelaten.

Deze beide bepalingen, krachtens welke het bestuur heeft uit te maken welke prijs de werkelijk laagste is, en te oordelen welke combinatie het gunstigst uitvalt, hebben tot gevolg dat de jurisdictionele waarborgen, die artikel 9 van de wet van 23 December 1946 tot instelling van een Raad van State aan de inschrijvershad verleend, grotendeels komen te vervallen.

Om dit bezwaar te ondervangen, zou volgens de Raad van State het bestuur behalve met de prijs alleen rekening mogen houden met de andere berekenbare gegevens die de uitgaven, welke het bestuur met zekerheid zal moeten dragen, zullen verhogen.

+

\+ +

.../...

De wet van 16 Maart 1954 betreffende de contrôle op sommige instellingen van openbaar nut bepaalt in artikel 7, laatste lid :

"Wat werken en leveringen betreft, zijn bedoelde organismen gehouden tot toepassing van de administratieve en technische clausules en voorwaarden vervat in het algemeen lastkohier van de Staat".

Het Regeringsontwerp bepaalde dat "alle overeenkomsten voor werken, leveringen en dienstverrichtingen, op naam van de organismen onder artikel 1 vermeld, geschieden met beroep op mededinging, met publiciteit en tegen vaste prijs. Evenwel kan de Koning, op de voordracht van de Minister van wie de organismen afhangen en van de Minister van Financiën afwijking van deze regels toestaan"(zitting 1951-1952, Kamer der Volksvertegenwoordigers, P.D.317, p.21).

Deze verplichting om de procedure van de openbare aanbesteding te volgen,heeft de Bijzondere Kamercommissie verworpen (Zitting 1952-1953, P.D.n° 25).

De tekst van het laatste lid van artikel 7van de wet is ontstaan uit een amendement van parlementair initiatief, dat als volgt is toegelicht :

"Het is meer interessant in zake contracten te kunnen verwijzen naar een model-lastkohier, mits desnoods een afwijking te voorzien van een of andere clausule. Men weet vaak niet dat de verplichte verwijzing naar dit lastkohier geen beletsel vormt voor hetzij welk bestuur of gedecentraliseerde dienst om van dit kohier af te wijken, mits die afwijkingen nauwkeurig worden vermeld.

.../...

Anderdeels mogen niet worden verward, de toepassing van het algemeen lastkohier en de toevlucht tot openbare aanbesteding. Het geldt hier twee proceduren welke een totaal verschillend doel beogen (zitting 1952-1953, Kamer der Volksvertegenwoordigers, P.D. 137).

Uit de tekst van artikel 7, laatste lid, van de wet van 16 Maart 1954, toegelicht aan de hand van de parlementaire voorbereiding blijkt, dat de wetgever op de instellingen van openbaar nut waarvan zij de contrôle regelt alleen die bepalingen van het algemeen lastkohier toepasselijk heeft willen verklaren die een contractueel karakter bezitten en waarvan het bestuur bij het sluiten van iedere afzonderlijke overeenkomst kan afwijken.

De wetgever heeft hoegenaamd niet de bedoeling gehad, de artikelen 19 tot 22 van de wet van 15 Mei 1846 op de comptabiliteit van de Staat, evenmin als de reglementsbepalingen van het algemeen lastkohier, waarvoor deze artikelen als rechtsgrond dienen, toepasselijk te verklaren op de instellingen van openbaar nut waarvan sprake in de wet van 16 Maart 1954. De Raad van State is bijgevolg van advies dat in het ontwerp van organiek besluit betreffende de overeenkomsten voor rekening van de Staat geen bijzondere bepalingen inzake de in de wet van 16 Maart 1954 bepaalde instellingen van openbaar nut mogen opgenomen zijn; ook in artikel 12 van het ontwerp van algemene aanbestedingsvoorwaarden dient het bepaalde met betrekking tot die instellingen van openbaar nut te vervallen.

Indien de Regering de bedoeling had, op die instellingen de reglementsbepalingen van het ontwerp van algemene aanbestedingsvoorwaarden toe te passen, dan ware de wet van 16 Maart 1954 te wijzigen ten einde de bepalingen

.../...

van de wet van 15 Mei 1846 op de comptabiliteit van de Staat die op de openbare overeenkomsten betrekking hebben, aan de statuten van die instellingen aan te passen.

\+

\+ \+

Artikel 97, tweede en derde lid, van het koninklijk besluit van 10 December 1868, dat een van de op de overeenkomsten voor rekening van de Staat toepasselijke bepalingen van dit besluit vormt, moet, evenals de overige bepalingen van dit besluit betreffende dezelfde aangelegenheid, een plaats krijgen in het ontwerp van besluit tot regeling van de overeenkomsten voor rekening van de Staat.

De Raad van State stelt voor, meteen de tekst ~~erig~~ zins te wijzigen rekening houdend met de rechtspraak van rechtbanken en Rekenhof, ten einde de moeilijkheden, die uit de huidige redactie van dat artikel zijn ontstaan, uit de weg te ruimen.

Hij stelt een tekst voor, die beantwoordt aan de bedoeling van de Regering zoals deze hem is uiteengezet:

.../...

KONINKLIJK BESLUIT TOT REGELING VAN DE OVEREENKOMSTEN BETREFFENDE DE AANNELINGEN VAN WERKEN, LEVERINGEN EN TRANSPORTEN VOOR REKENING VAN DE STAAT.

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,
Aan allen, tegenwoordigen en toekomenden, HEIL.

Gelet op de wet van 15 Mei 1846 op de comptabiliteit van de Staat, gewijzigd bij de wet van 13 Juli 1930, namelijk op de artikelen 21 en 22;

Gelet op het koninklijk besluit van 10 December 1868 houdende algemeen reglement op de Rijkscomptabiliteit;

Overwegende dat er grond toe bestaat, de bepalingen van het besluit van 10 December 1868 met betrekking tot de overeenkomsten voor rekening van de Staat in een enkele tekst te coördineren met de reglementaire administratieve bepalingen en voorwaarden van het algemeen lastkohier der overeenkomsten voor rekening van de Staat;

Gelet op het advies van de Raad van State;

Op de voordracht van Onze Eerste-Minister en op het advies van Onze in raad vergaderde Ministers,

HEBBEN WIJ BESLOTEN EN BESLUITEN WIJ :

.../...

HOOFDSTUK I. - WIJZE VAN SLUITEN DER OVEREENKOMSTEN VOOR REKENING VAN DE STAAT.

Artikel 1.-

De overeenkomsten voor rekening van de Staat worden gesloten ingevolge een openbare aanbesteding; zij kunnen echter in de bij de wet bepaalde gevallen onderhands worden gesloten.

Artikel 2.-

De procedure van de openbare aanbesteding omvat een algemeen beroep op de mededinging en regelen betreffende publiciteit en vorm, zoals in dit besluit is vastgesteld.

Artikel 3.-

Een onderhandse overeenkomst kan worden gesloten :

1° door een akkoord, bij voorkomend geval na raadpleging van verscheidene aannemers of leveranciers;

2° ingevolge beperkte aanbesteding; in dat geval worden vóór de aanbesteding sommige formaliteiten van de procedure van de openbare aanbesteding inachtgenomen, met dien verstande dat het beroep op de mededinging beperkt wordt tot een aantal door het bestuur gekozen aannemers of leveranciers;

3° ingevolge een wedstrijd; in dat geval worden de belanghebbenden verzocht ontwerpen op te stellen aan de hand van door de administratie verstrekte gegevens.

.../...

HOOFDSTUK II. BESTEKKEN.

Artikel 4.-

§ 1. Voor de overeenkomsten betreffende de aannemingen van werken, leveringen en transporten voor rekening van de Staat gelden de bepalingen van de algemene aanbestedingsvoorwaarden.

§ 2. Voor iedere overeenkomst wordt een bijzonder bestek gemaakt, waarin inzonderheid opgegeven worden :

- de wijze van sluiten der overeenkomst; de aard en het voorwerp van de overeenkomst; de opdrachtgever van het werk of de koper;
- de na te leven bijzondere voorwaarden, de in acht te nemen termijnen, de wijze van betaling; naam en adres van de besturen of de besturen die voor de betaling aansprakelijk zijn;
- de afwijkingen van de algemene aanbestedingsvoorwaarden.

Het bijzonder bestek vermeldt eventueel plaats, dag en uur van de vergadering waarop de inschrijvingsbiljetten worden geopend.

Het bijzonder bestek mag verwijzen naar typebestekken of naar technische voorschriften die bepalingen betreffende sommige typen van aannemingen bevatten.

Artikel 5.-

Onder de term "bestuur" wordt voor de toepassing van dit besluit en van de algemene aanbestedingsvoorwaarden verstaan, de opdrachtgever van het werk of de koper of hun gemachtigden.

.../...

HOOFDSTUK III. - PROCEDURE VAN DE OPENBARE AANBESTEDING.

Afdeling 1. - Vaste aannemingssom.

Artikel 6.-

De overeenkomsten gesloten ingevolge een openbare aanbesteding worden ten aanzien van de vaststelling der prijzen onderscheiden in : overeenkomst met absolute aannemingssom, overeenkomst met relatieve aannemingssom, overeenkomst volgens prijslijst en gemengde overeenkomst.

Artikel 7.-

De overeenkomst met absolute aannemingssom is die waarbij de inschrijver zich verbindt, de aanneming tegen de vaste en onveranderlijke totaalprijs, die hij in zijn inschrijvingsbiljet heeft opgegeven, uit te voeren.

Artikel 8.-

De overeenkomst met relatieve aannemingssom is een overeenkomst met absolute aannemingssom waarbij wijzigingen, welke het bestuur zich het recht voorbehoudt naar eigen goeddunken aan de aanvankelijke aanneming te brengen, verrekend worden op basis van de eenheidsprijzen welke de inschrijver bij zijn inschrijvingsbiljet dient te voegen.

.../...

Artikel 9.-

De overeenkomst volgens prijslijst is die waarin alleen de eenheidsprijzen vast zijn; bij het inschrijvingsbiljet is gevoegd een lijst met opgave van de vermoedelijke hoeveelheden werken, leveringen of arbeid, waarvoor de inschrijver de eenheidsprijzen bepaalt.

Een overeenkomst volgens prijslijst is ook die, waarbij de aanbesteding plaats heeft met vermeerdering of vermindering op prijzen welke het bestuur heeft vastgesteld.

Artikel 10.-

De gemengde overeenkomst is een overeenkomst waarbij de prijs wordt vastgesteld volgens twee of meer wijzen van aanbesteding, als bedoeld in de artikelen 7 tot 9.

Afdeling 2.- Openbaarmaking.

Artikel 11.-

Iedere openbare aanbesteding wordt bekendgemaakt in het bulletin der openbare aanbestedingen, dat door de Staat wordt uitgegeven, en eventueel met behulp van alle andere middelen die ter beoordeling van het bestuur staan.

Artikel 12.-

De berichten in het bulletin der openbare aanbestedingen moeten opgeven :

.../...

1° de aard van de overeenkomst;

2° plaats, dag en uur van de aanbesteding en de overheid die daarmede belast is;

3° de plaatsen waar het bijzonder bestek en de daarin vermelde bijlagen ter inzage liggen en de dagen en uren die daarvoor zijn vastgesteld;

4° de voorwaarden voor het verkrijgen van het bijzonder bestek en de eventuele bijlagen.

Artikel 13.-

Tussen de eerste dag waarop het bijzonder bestek en de eventuele bijlagen ter inzage worden gelegd, en de dag waarop de inschrijvingsbiljetten worden geopend, moeten, behalve in spoedgevallen, ten minste vijftien dagen verlopen.

Deze termijn is echter ten minste vijf en twintig dagen voor de aannemingen van werken die het bestuur op meer dan twee millioen raamt.

Afdeling 3. - Inschrijving.

Artikel 14.-

De inschrijving wordt gesteld op ongezegeld papier, overeenkomstig het model aangegeven in het bijzonder bestek.

Doorhalingen en overschrijvingen moeten worden goedgekeurd en geparafeerd; de inschrijving wordt door de inschrijver of diens gemachtigde ondertekend.

.../...

Artikel 15.-

§ 1. In het inschrijvingsbiljet moeten worden opgegeven :

1° naam, voornamen, hoedanigheid of beroep, nationaliteit en woonplaats van de inschrijver;

2° nummer en opgave van zijn rekening bij de Postcheck- en Girodienst;

3° inschrijvingsnummer bij de Rijksdienst voor maatschappelijke zekerheid,en bij voorkomend geval, inschrijvingsnummer bij een sociaal secretariaat voor werkgevers;

4° de vermeldingen betreffende de inschrijving op de lijst van de erkende aannemers, wanneer de aan te besteden werken erkenning vereisen.

Bij het inschrijvingsbiljet moeten worden gevoegd :

1° de documenten, modellen en monsters, die in het bijzonder bestek zijn geëist;

2° een door de inschrijver ondertekende verklaring, waarbij hij bevestigt dat hij tegenover de Rijksdienst voor maatschappdijke zekerheid in regel is.

§ 2. Indien de inschrijving betrekking heeft op leveringen of materiaal herkomstig uit een vreemd land en waarop het koninklijk besluit nr 204 van 1 October 1935 van toepassing is, moet het inschrijvingsbiljet ook opgeven:

.../...

1° de waren van buitenlandse herkomst, waarvan in het inschrijvingsbiljet sprake is, en het bedrag dat zij daarin vertegenwoordigen, verminderd met de douanerechten;

2° het land van herkomst van de te leveren producten en van het te gebruiken materiaal;

3° de nationaliteit van eventuele onderaannemers en van het personeel, dat door de inschrijver wordt tewerkgesteld;

4° indien het materiaal of producten betreft die in België moeten worden afgewerkt of ineengezet, de waarde van de grondstoffen en van de arbeid die in België daaraan moet worden besteed.

Artikel 16.-

§ 1. Wordt de inschrijving ingestuurd door een vennootschap met rechtspersoonlijkheid, dan moeten daarin naast de gegevens genoemd in artikel 15, § 1, 2° en 3°, en § 2, opgegeven worden : de handelsnaam of de benaming van de vennootschap, de maatschappelijke zetel en de nummers van de bijlagen van het Belgisch Staatsblad waarin opgenomen zijn de bekendmakingen voorgeschreven bij de artikelen 10 en 12 van de samengeordende wetten op de handelsvennootschappen.

De inschrijving moet ook opgeven van welke nationaleit de vennootschap is indien zij geen Belgische vennootschap is naar de zin van artikel 1, A, 2°, van de besluitwet van 3 Februari 1947 tot inrichting van de erkenning van de aannemers.

.../...

§ 2. Wordt de inschrijving ingestuurd door een naamloze of coöperatieve vennootschap, dan dient daarbij te worden gevoegd een attest, afgegeven door de griffie van de rechtbank van koophandel van het rechtsgebied waartoe de inschrijvende vennootschap behoort, waarin wordt bevestigd dat de wettelijke bepalingen betreffende de openbaarheid van de balansen en, zo nodig, van de lijst der vennoten, nageleefd zijn gedurende het vorige jaar dan wel sedert de oprichting van de vennootschap, indien zij nog geen jaar geleden is opgericht. Dat attest kan ten aanzien van de naamloze vennootschappen vervangen worden door de bijlagen van het Belgisch Staatblad waarin de balans is verschenen.

Artikel 17.-

Wordt de inschrijving ingestuurd door een vereniging zonder rechtspersoonlijkheid, opgericht tussen verschillende natuurlijke of rechtspersonen, dan moet zij ondertekend worden door ieder van die personen, die zich hoofdelijk moeten verbinden, en die moeten aanwijzen wie van hen gelast is, de vereniging tegenover het bestuur te vertegenwoordigen.

De rechtspersonen, die deel uitmaken van zodanige vereniging, behoren zich daarenboven naar artikel 16 te gedragen.

Artikel 18.-

Behalve wanneer zij op de lijst van de erkende aannemers is ingeschreven, moet iedere vennootschap die inschrijft, zo het bestuur daarom verzoekt, binnen 48 uren

.../...

na dit verzoek, haar statuten of akten en de gegevens betreffende de samenstelling van de raad van beheer en de nationaliteit van diens leden toezenden.

Indien het bestuur er om verzoekt, moet de inschrijver binnen de hem toegestane termijn dezelfde gegevens toesturen betreffende de vennootschappen, die in de inschrijving als voortbrengers, leveranciers of onderaannemers worden opgegeven.

Indien het bestuur er om verzoekt, moet de inschrijver binnen de hem toegestane termijn een getuigschrift van goed zedelijk gedrag en burgertrouw overleggen.

Artikel 19.-

§ 1. De inschrijver van vreemde nationaliteit moet in België woonplaats kiezen, tenzij hij Luxemburger is en in het Groot-Hertogdom Luxemburg gedomicilieerd is.

§ 2. Indien het bestuur er om verzoekt, moeten de inschrijvende buitenlandse vennootschappen, binnen de hun toegestane termijn, een afschrift van hun statuut, eventueel met vertaling in de voor de inschrijving gebruikte taal, en de laatste balans goedgekeurd overeenkomstig de bepalingen van dat statuut en van de in hun land geldende wetsbepalingen overleggen. Deze documenten moeten bekleed zijn met het visum van de Belgische consul in wiens gebied de hoofdinrichting van die vennootschap is gevestigd; dit visum van de consul kan voor de Luxemburgse vennootschappen vervangen worden door de overlegging van het "mémorial", waarin hun statuut en hun laatste balans zijn opgenomen.

.../...

§ 3. Indien het bestuur er om verzoekt, moet de buitenlandse inschrijver vóór de aanbesteding een borgtocht storten van een bedrag vastgesteld in het bijzonder bestek.

Voor deze storting gelden de regelen van de algemene aanbestedingsvoorwaarden met betrekking tot de borgtocht van de aannemers aan wie de aanbesteding is gegund.

Teruggave van deze borgtocht aan de inschrijver , wiens offerte niet is aangenomen, heeft plaats tegen overlegging van een verklaring van het bestuur :

1° ten aanzien van de inschrijvers, wier offertes door het bestuur geacht worden niet te kunnen worden aangenomen, binnen vijftien kalenderdagen volgend op de dag van de sluiting van de zitting van toewijzing;

2° ten aanzien van de overige inschrijvers, binnen vijftien kalenderdagen volgend op de keuze van de aannemer of binnen vijftien kalenderdagen volgend op het verstrijken van de termijn voor het nemen van die beslissing.

Artikel 20.-

§ 1. Inschrijvingen door gevolmachtigden ingediend, moeten duidelijk de opdrachtgever of opdrachtgevers in wier naam zij optreden vermelden. Bij de inschrijving voegen de gevolmachtigden de authentieke of onderhandse akte waarbij hun volmacht is verleend, of een door hen eensluidend verklaard afschrift van hun volmacht; zij kunnen ook eenvoudig verwijzen naar het nummer van de bijlagen van het Belgisch Staatsblad, waarin hun volmacht is bekendgemaakt.

.../...

§ 2. Degenen die wensen in te schrijven door middel van gevolmachtigden kunnen met het oog op latere aanbestedingen de daartoe aan een of meer bepaalde personen verleende volmacht neerleggen. Deze volmacht geldt enkel voor de aanbestedingen, gehouden door het bestuur waaraan zij wordt bezorgd.

Bij iedere inschrijving geeft de gevolmachtigde de datum van de neerlegging van de volmacht op.

Artikel 21.-

Wanneer bij het bijzonder bestek voor een aanneming van openbare werken een samenvattende opmeting of een inventaris gevoegd is, waarin voor ieder artikel de totale hoeveelheden worden opgegeven, moet de inschrijver dat stuk, na het te hebben aangevuld en eventueel verbeterd, ondertekenen en bij zijn inschrijvingsbiljet voegen.

De inschrijver verbetert de fouten en herstelt de leemten die hij in de onderscheidene gedeelten van de samenvattende opmetingen vaststelt aan de hand van de tekeningen, het bijzonder bestek en van persoonlijke bevindingen bij de plaatsopneming; hij voegt bij zijn inschrijvingsbiljet een nota waarin die verbeteringen worden toegelicht en zijn gedetailleerde berekeningen aangegeven.

In de samenvattende opmeting vermeldt de inschrijver zijn eenheidsprijzen voor ieder artikel; in zijn inschrijvingsbiljet vermeldt hij de totale som.

Artikel 22.-

De aanbestedingen voor leveranties vermelden de eenheidsprijs, het bedrag per artikel en het totale bedrag van iedere partij alsook eventueel de prijs voor de verpakking.

.../...

Artikel 23.-

§ 1. De prijzen worden in het inschrijvingsbiljet in Belgische munt opgegeven.

§ 2. De globale som van de inschrijving en de eenheidsprijzen die er eventueel bijbehoren, worden in letters opgegeven.

Zijn de prijzen in cijfers en in letters opgegeven en bestaat er enig verschil, dan worden de prijzen in letters in aanmerking genomen.

Het bestuur kan een inschrijvingsbiljet, waarin een prijs niet in letters is opgegeven, nietig verklaren indien daardoor de gestelde prijs onzeker wordt.

Iedere vermelding tot aanvulling of wijziging van de prijzen moet door de inschrijver of diens gevolmachtigde worden ondertekend.

Artikel 24.-

Wanneer de aanbesteding meer dan een partij betreft, dan wordt voor ieder daarvan een inschrijvingsbiljet ingestuurd en vormt dit een afzonderlijke overeenkomst.

Wordt de inschrijver daartoe in het bijzonder bestek gemachtigd, dan kan hij zijn offerte aanvullen met een opgave van de korting die hij toestaat in geval van samenvoeging van bepaalde partijen die hij aanwijst, dan wel van alle partijen; deze korting wordt procentsgewijze uitgedrukt.

.../...

Artikel 25.-

Ingeval het bijzonder bestek in meer dan een taal is opgesteld, geldt voor de interpretatie van het contract uitsluitend de tekst in de door de inschrijver gekozen taal.

Afdeling 4. - Indiening en intrekking van de inschrijvingen.

Artikel 26.-

§ 1. Iedere inschrijving moet bij de voorzitter van de zitting van aanbesteding toekomen vooraleer deze verklaart geen offerte meer te aanvaarden.

§ 2. Wordt de inschrijving met de post verstuurd, dan moet zij aangetekend worden. In dit geval wordt het inschrijvingsbiljet gestoken in een verzegelde omslag, met vermelding van het bijzonder bestek, de partij en de datum van de zitting van aanbesteding; deze omslag wordt in een tweede eveneens verzegelde omslag gestoken, met vermelding van het in het bijzonder bestek opgegeven adres, en van het woord : "inschrijving".

§ 3. De inschrijving, welke uiterlijk de derde kalenderdag vóór de vastgestelde datum van de opening der inschrijvingsbiljetten bij aangetekend schrijven ter post is afgegeven, kan worden aangenomen, zelfs indien zij na de in § 1 bedoelde verklaring van sluiting der offertes toekomt maar op voorwaarde dat de inschrijver de toezending van deze offerte heeft bericht binnen een termijn van zes werkdagen na de opening der inschrijvingsbiljetten en voor zover het bestuur zijn beslissing nog niet heeft genotificeerd.

.../...

Artikel 27.-

§ 1. Intrekking van inschrijvingen moet plaats hebben op het tijdstip en in de vormen, zoals bepaald in artikel 26, §§ 1 en 2, voor de indiening van de inschrijvingen.

De intrekking moet onvoorwaardelijk zijn.

§ 2. Indien de inschrijver die zijn inschrijving heeft ingetrokken, regelmatig een nieuwe inschrijving instuurt, kan hij daarin opgeven van welke stukken die bij de eerste inschrijving waren gevoegd hij tot staving van zijn tweede inschrijving gebruik wil maken.

Afdeling 5.- Openen van de inschrijvingsbiljetten.

Artikel 28.-

De inschrijvingsbiljetten worden geopend in openbare zitting, op plaats en dag in het bijzonder bestek gesteld.

Artikel 29.-

§ 1. De verrichtingen bij het openen van de inschrijvingsbiljetten verlopen in de volgende orde :

1° alvorens het publiek in de aangewezen plaats binnen te laten, zet de persoon die de opneming van de offertes voorzit, er de bus neer met de reeds ontvangen inschrijvingsbiljetten en intrekkingsbrieven;

.../...

2° de zitting wordt vervolgens voor het publiek geopend, en de ter zitting afgegeven inschrijvingsbiljetten en intrekkingsbrieven worden ook in die bus gestoken;

3° onmiddellijk vóór het openen van de inschrijvingsbiljetten verklaart de voorzitter dat geen inschrijving of intrekking meer in ontvangst wordt genomen;

4° daarna wordt voor iedere aanbesteding overgegaan tot inzage van alle ontvangen brieven, die per aanbesteding en eventueel per partij worden gegroepeerd;

5° de voorzitter geeft kennis van de intrekkingen;

6° de inschrijvingsbiljetten en de intrekkingsbrieven worden geparafeerd door de voorzitter, die de naam van de mededingers en het bedrag van hun inschrijvingen afroept.

§ 2. Wanneer na onderzoek door het bestuur blijkt, dat verscheidene inschrijvers de laagste prijs, zoals berekend volgens artikel 35, § 1, hebben opgegeven, wordt hun gevraagd, schriftelijk lager gestelde offertes in te dienen.

Indien na deze tweede poging nog gelijkheid in prijs bestaat, wordt een loting gehouden, waartoe de belanghebbenden worden uitgenodigd.

Artikel 30.-

In het in artikel 26, § 3, bepaalde geval, wordt de inschrijving geopend op plaats, dag en uur, welke het bestuur aan de belanghebbende en aan de inschrijver die de laagste prijs heeft voorgesteld, mededeelt; zij worden bij een ter post aangetekende brief opgeroepen en kunnen bij de opening van deze inschrijving aanwezig zijn of zich laten vertegenwoordigen.

.../...

Artikel 31.-

De offertes van de inschrijvers en de verschillende incidenten bij het openen der inschrijvingen, inzonderheid de eventuele bezwaren van de inschrijvers en de opmerkingen van de ambtenaren, worden in het proces-verbaal van opening der inschrijvingsbiljetten aangetekend. Dit proces-verbaal wordt onmiddellijk ondertekend door de voorzitter en een door het bestuur aangewezen bijzitter alsook door de inschrijvers die bezwaren hebben ingebracht en de ambtenaren die opmerkingen hebben gemaakt.

Een uitgife van dit proces-verbaal wordt aan het Rekenhof toegestuurd.

Afdeling 6. - Keuze van de aannemer.

Artikel 32.-

Vóór de aanwijzing van de aannemer aan wie de aanbesteding wordt gegund, ziet het bestuur de rekenkundige bewerkingen van de inschrijvers na, verbetert het de daarin ontdekte fouten en stelt het de inschrijvingssom vast zoals die uit de verbetering van de fouten volgt, zonder dat het bestuur voor het bestaan van andere niet ontdekte fouten aansprakelijk is.

Artikel 33.-

§ 1. Wanneer een inschrijver bij toepassing van artikel 21 in de samenvattende opmeting fouten heeft verbeterd of weglatingen heeft hersteld, worden deze wijzigingen nagezien en eventueel door het bestuur aan de hand van zijn berekeningen verbeterd.

Indien de door het bestuur aangenomen wijzigingen tot gevolg hebben het bedrag van de offertes te verhogen, verbetert het dienovereenkomstig de bij de verschillende inschrijvingen gevoegde samenvattende opmetingen.

Indien die wijzigingen integendeel tot gevolg hebben, het bedrag van de offertes te verminderen, dan komen zij alleen ten goede aan de inschrijver die in de bij zijn inschrijving gevoegde samenvattende opmeting daarmede rekening heeft gehouden ; zij worden evenwel ook aangebracht in de inschrijving van diegene die als aannemer wordt gekozen.

§ 2. Wanneer een inschrijver een weglating in de samenvattende opmeting heeft hersteld en de overige inschrijvers voor dat artikel geen prijs hebben voorgesteld, wordt die prijs als volgt bepaald :

Gesteld dat L= de eventueel verbeterde som die voor de weglating is opgenomen in de samenvattende opmeting van de inschrijver die ze heeft gesignaleerd;

X= het eventueel verbeterde totale bedrag, verminderd met het bedrag L , van de samenvattende opmeting van dezelfde inschrijver;

Y= het eventueel verbeterde totale bedrag van de samenvattende opmeting van de inschrijver die op de weglating niet heeft gewezen;

de gedeeltelijke som (S), bij het bedrag Y te voegen, wordt bekomen met de formule $S = \frac{L\ Y}{X}$.

.../...

Wanneer verscheidene inschrijvers op dezelfde weglating hebben gewezen, worden de bedragen L en X verkregen, door de laagste prijs te nemen, die in de samenvattende opmeting van die inschrijvers voorkomt.

Artikel 34.-

Na de procedure van aanbesteding heeft de bevoegde overheid het recht de aanbesteding niet toe te wijzen en, bij voorkomend geval, een nieuwe aanbesteding uit te schrijven; wanneer de aanbesteding uit meer dan een partij bestaat, heeft zij het recht slechts bepaalde partijen toe te wijzen en, bij voorkomend geval, voor de overige een nieuwe aanbesteding uit te schrijven.

Artikel 35.-

§ 1. Wanneer het bestuur een aanbesteding toewijst, moet zij dit doen aan de inschrijver die de werkelijk laagste offerte heeft ingediend.

Voor de vaststelling van de laagste offerte moet het bestuur rekening houden met de aangeboden prijzen en met de andere berekenbare gegevens, die de uitgaven welke het bestuur met zekerheid zal moeten dragen, zullen verhogen.

§ 2. Wanneer verscheidene inschrijvers dezelfde prijs aanbieden, wijst het bestuur de aanbesteding toe aan de inschrijver die door de loting wordt aangewezen; indien het echter om leveranties gaat, kan het bestuur deze onder de mededingers verdelen en, indien de aanbesteding uit meer dan een partij bestaat, de partijen naar billijkheid onder de mededingers, die de laagste prijzen aanbieden, verdelen zonder op de uitslag van de loting acht te slaan.

.../...

§ 3. Wanneer het bijzonder bestek heeft toegestaan dat offertes met mogelijke groepering van partijen worden ingediend, dan wordt de aannemer aangewezen door de partijen of de groepen van partijen, zo te combineren dat de laagste prijs naar de zin van § 1 wordt verkregen.

§ 4. Ten aanzien van de keuze van de aannemer kan van de §§ 1 tot 3 niet worden afgeweken, dan bij beslissing van de Ministerraad of,in spoedgevallen,bij beslissing van de Eerste-Minister.

Artikel 36.-

De inschrijvers blijven gebonden door hun inschrijving, zoals die bij voorkomend geval door het bestuur werd verbeterd, totdat de beslissing tot aanwijzing van de aannemer aan deze laatste is betekend.

Zij kunnen zich niet op enig vormgebrek in hun inschrijvingsbiljet beroepen.

Artikel 37.-

Wanneer een inschrijver, wiens offerte van de hand is gewezen, binnen drie maanden na de beslissing tot aanwijzing van de aannemer daarom verzoekt, wordt hij opnieuw in het bezit gesteld van de stukken en voorwerpen die hij bij zijn inschrijving had gevoegd en die ingevolge proefnemingen of onderzoekingen niet werden vernield.

Artikel 38.-

De toewijzing wordt eerst na goedkeuring vanwege de Minister definitief.

.../...

Afdeling 7. - Kennisgeving van de keuze van de aannemer.

Artikel 39.-

Het bestuur moet de aannemer, aan wie de aanbesteding is gegund, binnen dertig dagen van zijn beslissing kennis geven; deze termijn gaat in de dag volgend op die waarop de zittingen van toewijzing eindigen.

Ingeval voor de aanwijzing van de aannemer, de raadpleging van de permanente commissie van advies inzake contracten of aanbestedingen, ingesteld bij het koninklijk besluit nr 204 van 1 October 1935 vereist is, wordt deze termijn verlengd met de tijd welke de bevoegde overheid nodig heeft om te kunnen beslissen na het advies van genoemde commissie te hebben ingewonnen. De belanghebbende inschrijvers wordt van deze adviesaanvraag kennis gegeven.

Artikel 40.-

Van de beslissing van het bestuur wordt de aannemer aan wie de aanbesteding is gegund bij een ter post aangetekende brief kennis gegeven; desnoods kan deze kennisgeving per telegram worden gedaan, waarvan de tekst bij brief wordt bevestigd.

In het geval bedoeld in artikel 35, § 4, wordt deze beslissing ter kennis gebracht aan de inschrijver of inschrijvers, die een werkelijk lagere prijs hebben aangeboden dan de aannemer aan wie de aanbesteding is gegund.

.../...

Artikel 41.-

Heeft de kennisgeving van de beslissing aan de aannemer, aan wie de aanbesteding is gegund, niet binnen de in artikel 39 bepaalde termijn plaats, dan zijn de inschrijvers niet langer door hun offertes gebonden; het bestuur schrijft een nieuwe aanbesteding uit of wendt zich achtereenvolgens tot de inschrijvers in de opklimmende orde van hun inschrijvingen.

HOOFDSTUK IV. - ONDERHANDSE OVEREENKOMST.

Artikel 42.-

Een onderhandse overeenkomst wordt gesloten door de Minister of door de ambtenaar, die hij daartoe machtigt.

Zij blijkt :

hetzij uit een verbintenis aangegaan op grond van een bestek;
hetzij uit een inschrijving, ingediend door iemand die een offerte doet;
hetzij uit de briefwisseling, volgens de handelsgebruiken.

Zij kan worden vastgesteld in eenvoudige facturen, voor werken of leveringen met een uitgave van ten hoogste tien duizend frank.

Artikel 43.-

De door de gemachtigden van een Minister aangegane onderhandse overeenkomsten en de facturen worden aan diens goedkeuring voorgelegd.

.../...

Deze goedkeuring is echter niet vereist in geval van overmacht noch in geval van bijzondere of op grond van de reglementen bestaande machtiging; deze feiten worden ter kennis van het Rekenhof gebracht.

HOOFDSTUK V. - ALGEMENE BEPALINGEN.

Artikel 44.-

Na de goedkeuring van de aanbesteding of van de onderhandse overeenkomst bij toepassing van de artikelen 38 en 43, kan niet worden afgeweken van de bepalingen en voorwaarden van de bestekken en aanbestedingsvoorwaarden, noch om de aard van de aanneming of van de werken te wijzigen, noch om verandering of verhoging te brengen in de prijs, noch om de aannemers vrij te stellen van de gevallen van aansprakelijkheid en van geldboeten, dan bij een gemotiveerde beslissing van de Minister en met de instemming van de aannemer, en dit alleen in gevallen van overmacht of van buitengewone omstandigheden.

Deze beslissingen worden ter kennis van het Rekenhof gebracht.

Artikel 45.-

Zodra de werken of leveringen zover gevorderd zijn dat de aannemer recht heeft op een betaling, wordt daarvan een proces-verbaal opgemaakt door de daartoe aangewezen ambtenaar.

Artikel 46.-

De artikelen 91 tot 99 van het koninklijk besluit van 10 December 1868 worden opgeheven.

.../...

Artikel 47.-

Dit besluit treedt in werking de eerste der maand volgend op de dag waarop het in het Belgisch Staatsblad is bekendgemaakt.

Ten aanzien van de vóór die datum aangekondigde aannemingen van werken, leveringen en transporten, blijven gelden de artikelen 91 tot 99 van het koninklijk besluit van 10 December 1868 en de algemene lastkohieren goedgekeurd door de in Raad vergaderde Ministers van 18 Mei 1935.

Artikel 48.-

Onze Ministers zijn, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te , .

VAN KONINGSWEGE :

(handtekening van alle Ministers)

La chambre était composée de

Messieurs : J. SUETENS, premier président du Conseil d'Etat, président,

G. HOLOYE, conseillers d'Etat,
G. VAN BUNNEN, raadsheren van State,

P. COART-FRESART, assesseurs de la section de législation,
P. ANSIAUX, bijzitters van de afdeling wetgeving,

G. PIQUET, greffier adjoint, greffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. VAN BUNNEN. Le rapport a été présenté par M. REMION, substitut.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

(signé) G. PIQUET.

De kamer was samengesteld uit

de Heren : eerste-voorzitter van de Raad van State, voorzitter,

adjunct-griffier, griffier.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. VAN BUNNEN. Het verslag werd uitgebracht door de H. REMION, substituut.

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

(signé) J. SUETENS.

expédition délivrée à M. le Premier Ministre.
uitgifte afgeleverd aan de H. Eerste-Minister.

Le 1954.

Le Greffier du Conseil d'Etat,

De 1954.

De Griffier van de Raad van State,

R. DECKMYN.